



Rapport annuel **2008**
Haïti

■ La contribution de l'IICA au développement de l'agriculture et des communautés rurales

Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture

| Rapport annuel 2008 |

Haïti

La contribution de l'IICA au développement de
l'agriculture et des communautés rurales

2009



© Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA). 2009

L'IICA encourage une utilisation honnête de ce document et demande d'indiquer la source si des passages de celui-ci sont cités

Cette publication est aussi disponible en format électronique (PDF) sur le site Web de l'IICA <http://www.iica.int>

Coordination éditoriale: Bureau en Haïti
Conception graphique de la couverture: Zona Creativa
Impression: Imprimerie de l'IICA

Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture
Rapport annuel 2008 Haïti: la contribution de l'IICA
au développement de l'agriculture et des commu-
nautés rurales / IICA – San José, C.R.: IICA, 2009.
50 p ; 21.5 x 28 cm.

ISBN13: 978-92-9248-044-8

1. IICA – Rapport annuel I. IICA II. Titre

AGRIS
E14

DEWEY
630

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES ET SIGLES UTILISES DANS CE RAPPORT.....	3
PRESENTATION.....	5
RESUME EXECUTIF.....	6
I.- INTRODUCTION.....	9
II.- SITUATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA VIE RURALE EN HAITI EN 2008.....	9
2.1.- CONTEXTE DE L'AGRICULTURE ET DE LA VIE RURALE.....	9
2.2.- CHANGEMENTS AU NIVEAU DE LA PRODUCTION AGRO ALIMENTAIRE.....	11
2.3.- CHANGEMENTS DES POLITIQUES AVEC INCIDENCE SUR L'AGRICULTURE ET LA VIE RURALE....	12
2.4.- CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS DANS L'AGRICULTURE ET LE MILIEU RURAL.....	13
III.- RESULTATS DE L'EXECUTION DE L'AGENDA NATIONAL DE COOPERATION TECHNIQUE EN HAITI EN 2008.....	14
3.1.- CONTRIBUTION DE L'IICA AU REPOSITIONNEMENT DE L'AGRICULTURE ET LA VIE RURALE ..	14
3.1.1.- <i>Présentation de la situation de l'agriculture par devant l'OEA.....</i>	<i>14</i>
3.1.2.- <i>Participation à l'élaboration d'une politique agricole d'état</i>	<i>15</i>
3.1.3.- <i>Contribution à la structuration de la filière de la Mangue</i>	<i>16</i>
3.1.4.- <i>Inventaire des lois du secteur agricole.....</i>	<i>17</i>
3.2.- PROMOTION DU COMMERCE ET DE LA COMPÉTITIVITÉ AU NIVEAU DES MARCHÉS AGRICOLES	17
3.2.1.- <i>Participation d'Agro-businessmen haïtiens au Salon International de l'Agroalimentaire (SIAL) de Montréal, Canada.....</i>	<i>17</i>
3.2.2.- <i>Participation d'entrepreneurs et de formateurs à des sessions de formation organisées dans la région</i>	<i>19</i>
3.2.3.- <i>Participation d'Haïti à l'Assemblée de l'OIMA à Panama.....</i>	<i>20</i>
3.3.- RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE PROTECTION SANITAIRE ET D'INNOCUITÉ DES ALIMENTS .	21
3.3.1.- <i>Campagnes de vaccination contre la Peste Porcine Classique et contre la rage.....</i>	<i>21</i>
3.3.2 - <i>Formation des vétérinaires</i>	<i>22</i>
3.3.3 <i>Réunions binationales entre Haïti et la République Dominicaine</i>	<i>22</i>
3.3.4.- <i>Session de Vision Commune sur les mesures sanitaires et phyto-sanitaires</i>	<i>23</i>

3.3.5.- Renforcement du Laboratoire de la DPV	23
3.3.6.- Programme de surveillance vétérinaire	23
3.4.- PROMOTION DE LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	24
3.5.- RENFORCEMENT DES COMMUNAUTES RURALES PAR L'UTILISATION D'UNE APPROCHE TERRITORIALE.....	25
3.5.1.- Formation continue des producteurs dans le monde rural.....	26
3.5.2.- Appui aux familles et aux écoles pour la sécurité alimentaire.....	27
3.6.- INTRODUCTION DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION POUR LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA VIE RURALE.....	28
3.6.1.- Vers la préparation d'un vaste programme de développement de la fruiti- culture en Haïti.....	28
3.6.2.- Opérationnalisation du Centre de Documentation Agricole	30
IV.- RESULTATS DE LA COOPERATION INTER AGENCE.....	31
4.1.- RÉSULTATS DE LA COOPÉRATION AVEC LES AGENCES DU SYSTÈME INTERAMÉRICAIN.....	31
4.2.- RÉSULTATS DE LA COOPÉRATION AVEC LES AGENCES DU SYSTÈME DE NATIONS UNIES.....	32
4.3.- RÉSULTATS DE LA COOPÉRATION AVEC LES PRINCIPALES AGENCES DE FINANCEMENT EN HAÏTI.....	33
4.4.- RÉSULTATS DE LA COOPÉRATION AVEC DES INSTITUTIONS RÉGIONALES, ONGS ET FONDATIONS.....	35
4.5.- RÉSULTATS DE LA COOPÉRATION AVEC DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES	37
V.- RESULTATS DE LA COOPERATION TECHNIQUE HORIZONTALE.....	38
5.1.- COOPÉRATION HORIZONTALE AVEC LES PAYS DE LA RÉGION DES CARAÏBES	39
5.2.- COOPÉRATION HORIZONTALE AVEC LA RÉGION SUD	40
5.3.- COOPÉRATION HORIZONTALE AVEC LA RÉGION CENTRALE.....	42
5.4.- COOPÉRATION HORIZONTALE AVEC LA RÉGION NORD	42
5.5.- COOPÉRATION HORIZONTALE AVEC LA RÉGION ANDINE	43
VI.- NOUVELLES OPPORTUNITES POUR LA COOPERATION TECHNIQUE....	44
VII.- PRINCIPALES ACTIVITES ORGANISEES PAR L'IICA	45
VIII.- LISTE DES PUBLICATIONS	47

LISTE DES ACRONYMES ET SIGLES UTILISES DANS CE RAPPORT

ACDI	: Agence Canadienne pour le Développement International
AECID	: l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
ANATRAF	: Association Nationale des Transformateurs de Fruits
ANEM	: Association Nationale des Exportateurs de Mangues
APHIS	: Animal and Plant Health Inspection Service
AUC	: American University of the Caribbean
BID	: Banque Interaméricaine de Développement
BRH	: Banque de la République d'Haïti
CABA	: Caribbean Business Association
CACHE	: Caribbean Council for a Higher Education in Agriculture
CARDI	: Caribbean Agricultural Research and Development Institute
CARAPN	: Caribbean Region Agricultural Policy Network
CCIHC	: Chambre de Commerce et d'Industrie Haitiano Canadienne
CDB	: Caribbean Development Bank
CFC	: Common Fund for Commodities
CHAAB	: Chambre Haitienne d'Agriculture Biologique
CNSA	: Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
CRDN	: Caribbean Regional Diagnostic Network
CTA	: Technical Centre for Agriculture and Rural Cooperation
CTCS	: Caribbean Technological Consultancy Services
CVM	: Christian Veterinary Mission
DDIS	: Distance Diagnostic and Identification System
DPV	: Direction de Protection des Végétaux
FAMV	: Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	: Fond d'Investissement et de Développement Agricole
GTA	: Groupe de Travail sur l'Agriculture
HIMO	: Haute Intensité de Main d'Œuvre
IICA	: Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture
IHSI	: Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique
INCAH	: Institut National du Café Haïtien

ITAG	: Institut Technologique Agricole des Gonaïves
KNFP	: Konsèy Nasyonal pou Finansman Popilè
MAE	: Ministère des Affaires Etrangères
MARNDR	: Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MCFDF	: Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme
MCI	: Ministère du Commerce et de l'Industrie
MdE	: Ministère de l'Environnement
MPCE	: Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
MT	: Ministère du Tourisme
OIRSA	: Organización Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria
OEA	: Organisation des Etats Américains
OIMA	: Organisation des Informations de Marché des Amériques
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OPS/OMS	: Organisation Panaméricaine de Santé/Organisation Mondiale de la Santé
PADF	: PanAmerican Development Foundation
PICV	: Programme d'Intensification des Cultures Vivrières
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PPC	: Peste Porcine Classique
PRIMA	: Projet de Renforcement Intégré du Milieu des Affaires
Pro-Huerta	: Proyecto-AutoProducción de Alimentos Frescos
RADA	: Rural Agricultural Development Agency
SIAL	: Salon International de l'Agro Alimentaire
SIDALC	: Sistema de Información y Documentación Agropecuario de las Americas
SIMA	: Sistemas de Información de Mercados Agrícolas
SPS	: Sanitaire et Phytosanitaire
TFO-Canada	: Trade Facilitation Office in Canada
UC	: Université Caraïbe
UE	: Union Européenne
UNDH	: Université Notre Dame d'Haïti
UNEPH	: Université Episcopale d'Haïti
UNIQ	: Université Quisqueya
USAID	: Agence Américaine pour le Développement International
USDA	: United States Department of Agriculture

PRESENTATION

C'est avec le plus grand plaisir que la Représentation de l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture en Haïti (IICA) présente les résultats des efforts de coopération technique déployés au cours de l'année 2008. Conformément aux exigences institutionnelles de reddition de compte, ce rapport est adressé en général au grand public et en particulier au Ministère de l'Agriculture et à l'ensemble des partenaires des secteurs public et privé qui œuvrent en Haïti pour un développement durable de l'agriculture et pour la promotion de la prospérité et du bien-être dans le monde rural.

L'assistance technique fournie au cours de l'année 2008 reflète parfaitement la mission que s'est fixée le Bureau : Appuyer les efforts des instances gouvernementales concernées par le développement de l'agriculture et des entreprises agricoles du secteur privé dans les différents domaines stratégiques dans lesquels l'IICA s'est spécialisé. A cet égard, la Représentation s'est fait un point d'honneur de travailler en concertation avec non seulement le Ministère de l'Agriculture et les autres partenaires du secteur public, mais aussi avec des institutions du secteur privé des affaires, du secteur associatif ainsi que d'autres organisations et agences du secteur international.

L'année 2008 a été particulièrement difficile pour l'économie nationale et le milieu rural, en raison du passage de quatre (4) cyclones et ouragans successifs dans les zones de production agricole en l'espace de quatre semaines. Il est à souhaiter ardemment que les nouvelles opportunités qui s'annoncent pour la coopération technique puissent se manifester au cours de l'année 2009.

La Représentation veut profiter de l'occasion pour adresser ses plus vifs remerciements au personnel qui s'est dépensé sans réserve, très souvent au-delà des heures régulières de travail ainsi qu'aux techniciens des institutions partenaires impliqués dans la réalisation de certaines activités relatées dans ce rapport. Elle exprime également sa profonde gratitude aux pays amis d'Haïti et aux organismes de financement qui apportent via ses offices la coopération horizontale et les fonds nécessaires sans lesquels les résultats qui font l'objet de ce rapport n'auraient pu être obtenus. A ces derniers, la Représentation de l'IICA en Haïti donne la ferme garantie que leurs ressources seront toujours utilisées avec la plus grande transparence, et exactement pour les fins auxquelles elles sont destinées.



Alfredo J. Mena Pantaleon, Ing-Agr., Msc.
Représentant

RESUME EXECUTIF

Les dégâts provoqués au niveau de la production agricole par les cyclones de septembre 2007 et la flambée des prix des produits de première nécessité sur le marché mondial ont eu des répercussions négatives sur la situation de la sécurité alimentaire dans le pays, particulièrement au cours des quatre (4) premiers mois de l'année 2008. Cela a culminé en avril 2008 avec des "émeutes de la faim" dans la capitale et dans des villes de provinces qui ont conduit à un changement de gouvernement. La production agricole et le milieu rural ont été cette année encore durement frappés par quatre cyclones successifs en l'espace de deux (2) mois: Faye, Gustave, Hanna et Ike.

La mise en œuvre de l'agenda national de coopération technique a abouti au cours de l'année 2008 aux résultats suivants regroupés selon les priorités stratégiques définies par les instances compétentes de l'Institut.

| Contribution au positionnement de l'Agriculture et de la vie rurale

- Présentation de la situation du secteur agricole haïtien par devant l'Assemblée de l'OEA. Le Ministère de l'Agriculture et l'IICA ont profité de l'occasion pour mettre en avant un ensemble de 23 profils de projets aptes à relancer le secteur et à améliorer durablement la situation de la sécurité alimentaire du pays.*
- Participation active au processus d'élaboration d'un document de politique d'État relatif à l'agriculture et au milieu rural.*
- Contribution à l'organisation et à la structuration de la filière de la mangue par la réalisation d'un atelier avec la participation de l'ensemble des acteurs opérant au niveau de la filière.*
- Contribution à la réalisation d'un inventaire exhaustif des lois en vigueur dans le domaine de l'agriculture et du milieu rural*

| Promotion du commerce et de la compétitivité des entreprises agricoles

- Accompagnement d'un groupe de huit (8) entreprises agricoles au Salon International de l'Agroalimentaire (SIAL) organisé à Montréal, Canada en avril 2008. La participation au SIAL a été l'aboutissement d'une formation intensive en commerce international réalisée avec la coopération du Trade Facilitation Office in Canada (TFO-Canada)*
- Appui à la participation d'entrepreneurs et de formateurs haïtiens à deux sessions de formation organisées par le Caribbean Development Bank (CDB) l'une à la Jamaïque et l'autre à la Barbade.*
- Facilitation de la participation d'Haïti en tant que membre de l'OIMA à la dernière assemblée de l'organisation à Panama.*

| Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Continuation de la campagne de vaccination des porcs contre la Peste Porcine Classique (PPC). Plus de 700.000 têtes ont été vaccinées cette année et plus de 1,000 échantillons de sérum ont été testés.
- Organisation de cinq (5) sessions de formation pratiques à l'adresse de jeunes médecins techniciens et agents vétérinaires. Plus de 140 personnes ont participé à ces sessions de formation.
- Evaluation de la performance et de la stratégie du système SPS en Haïti par le spécialiste régional.
- Organisation de 5 réunions binationales entre les autorités zoo et phytosanitaires d'Haïti et de la République Dominicaine.
- Renforcement du laboratoire de la Direction de Protection des Végétaux (DPV) du Ministère de l'Agriculture par l'installation d'un Système de Diagnostic et d'Identification à Distance (DDIS) de pestes et ravageurs ainsi que la facilitation de l'intégration d'Haïti au Réseau Régional Caraïbéen de Diagnostic (CRDN)

| Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Présentation à l'ACDI d'un projet novateur de reforestation à l'échelle nationale pour financement.

| Renforcement des communautés rurales par l'utilisation de l'approche territoriale

- Facilitation de l'établissement d'une coopération tripartite Argentine – Canada -Haïti pour consolider et élargir le projet ProHuerta pour une période de 5 ans dans 5 départements géographiques du pays.
- Organisation de 10 sessions de formation sur l'autoproduction d'aliments frais au profit de 214 promoteurs.
- Préparation de 18 fiches techniques pour l'autoformation de groupes de producteurs en milieu rural. Cette activité a été appuyée par un financement de l'Union Européenne (UE) dans le cadre de son Programme de Renforcement Intégré du Milieu des Affaires en Haïti (PRIMA).

| Introduction de la technologie et de l'innovation par la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale.

- Contribution à la mise en place d'un vaste programme de développement de la fruticulture en Haïti.
- Participation à la commémoration de la 7e journée de l'agriculture biologique en Haïti, célébrée en 2008 encore avec beaucoup de faste par la Chambre Haïtienne d'Agriculture Biologique (CHAAB).
- Opérationnalisation du Centre de Documentation Agricole (CDA) avec la participation active des six (6) Facultés d'Agronomie, membres du chapitre national de CACHE.

Les principaux résultats de la coopération inter agence peuvent se résumer comme indiqué ci-après:

- | *Développement d'alliances productives avec les agences de coopération technique tels la FAO, l'OPS/OMS, l'USDA, l'Oxfam Québec; le CARDI etc.*
- | *Obtention de financement pour l'opérationnalisation d'actions de développement auprès de Bailleurs de Fonds tels l'ACDI, la Banque Mondiale, l'USAID, l'Union Européenne.*

Diverses activités de coopération horizontale se sont déroulées avec des pays de la région, particulièrement avec:

- | *la République Dominicaine (historique réunion de travail tenue entre les deux bureaux)*
- | *l'Argentine, pour la continuation et l'expansion du Projet Pro Huerta qui devra désormais s'étendre dans cinq (5) départements géographiques du pays.*
- | *le Brésil qui entend mettre en place en Haïti un programme de coopération technique dans le domaine agricole.*
- | *le Guatemala, pour la conclusion d'un contrat de fourniture de 13 tonnes métriques de semences de haricot variété Icta Ligerero au profit du Ministère de l'Agriculture.*
- | *le Salvador pour l'établissement d'une coopération technique en vue de l'élaboration du programme de développement de l'arboriculture fruitière.*
- | *le Canada pour l'appui dans le domaine du commerce international à des entreprises haïtiennes impliquées dans l'agrobusiness.*

En termes d'opportunités nouvelles pour la coopération technique en Haïti, il importe de souligner notamment la possibilité de coordonner la coopération horizontale entre le Brésil et Haïti, la mise en œuvre du vaste programme de développement fruitier, l'obtention du financement sollicité de l'ACDI pour l'exécution de deux (2) grands projets, l'un dans le domaine de l'éducation agricole et l'autre sur la reforestation. De plus, il s'avérera important de renforcer les alliances stratégiques avec des ONG Internationales, des agences de financement, particulièrement celles des pays européens.

I.- INTRODUCTION

Ce document présente le rapport des activités de coopération technique conduites par le Bureau de l'IICA en Haïti au cours de l'année 2008. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda National de Coopération Technique préparé pour la période 2006-2010 en concertation avec les principaux acteurs du secteur agricole.

Le Rapport Annuel 2008 du Bureau de l'IICA en Haïti est centré sur les résultats obtenus à partir des interventions mises en œuvre. Il s'articule autour des principes d'alliances stratégiques et de partenariat qui guident le modèle de coopération technique prôné par l'Institut. Il met également en relief, chaque fois que l'opportunité se manifeste, des activités régionales et hémisphériques venues en appui aux interventions du Bureau.

Ce rapport débute par une présentation de la situation de l'agriculture et de la vie en milieu rural en Haïti en 2008. Par la suite, il dresse un bilan exhaustif des principaux résultats découlant des efforts de coopération technique déployés par le Bureau: cela inclut notamment les avancées relatives aux grands axes de la vision de l'IICA, les fruits de la coopération inter-agence, ainsi que les produits concrets de la coopération horizontale. Finalement le bilan global des résultats débouche sur les grandes orientations des nouvelles opportunités qui se dessinent à moyen terme pour la coopération technique du Bureau.

Conformément aux valeurs institutionnelles de transparence et de reddition de compte qui caractérisent l'IICA, le Rapport Annuel 2008 du Bureau est adressé aux autorités nationales compétentes, particulièrement au Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), ainsi qu'à l'ensemble des partenaires des secteurs public et privé œuvrant au développement de l'agriculture et à la prospérité du monde rural en Haïti.

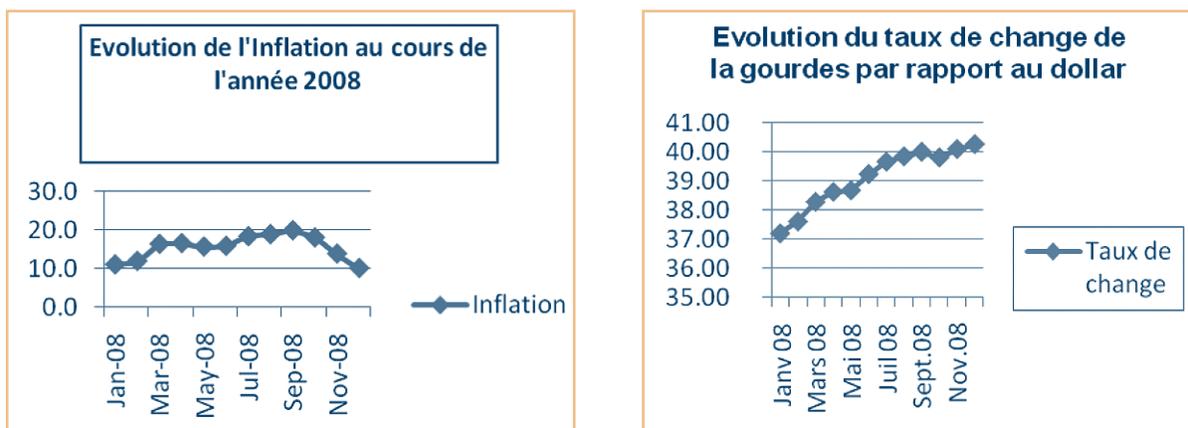
II.- SITUATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA VIE RURALE EN HAÏTI EN 2008

2.1.- Contexte de l'agriculture et de la vie rurale

Du point de vue macroéconomique, la situation de l'économie a été caractérisée par la hausse généralisée des prix. De 11.0% en janvier, l'inflation calculée en rythme annuel est

passée en avril par 16.5% pour atteindre en septembre le pic de 19.9%. Il en résulte que les prix des produits de première nécessité ont connu une forte accélération par rapport à l'année précédente. A titre d'exemple, les statistiques montrent qu'entre mars 2007 et mars 2008 le prix du riz a augmenté de 47%, celui du maïs de 22%, celui du sorgho de 34% et celui du haricot de 42%. Le prix des engrais complets a augmenté de 31% et celui des autres formules de près de 37%. Les prix des semences, toutes qualités confondues, pour les plantations de la saison agricole du printemps (la grande saison) ont augmenté dans des proportions encore plus grandes en raison des cyclones qui avaient compromis les récoltes au cours du deuxième semestre de 2007. Il en est de même pour les prix du carburant qui ont subi une hausse de 47% au cours de la même période.

Les graphes suivants renseignent sur l'évolution de l'inflation et du taux de change de la gourde par rapport au dollar dans l'économie haïtienne de janvier à décembre 2008.



Source: IHSI/BRH

Plus d'un estime que les prix anormalement élevés enregistrés en 2008 résultent également de la forte déstabilisation de la production agricole nationale entraînée par l'ouverture commerciale entamée depuis les années 1980. Cette libéralisation aveugle associée à l'absence d'une politique agricole d'état destinée à améliorer les conditions de vie de la population locale a des conséquences néfastes tant pour le milieu rural que pour l'économie globale que la nation traîne encore jusqu'à aujourd'hui. Les émeutes de la faim enregistrées en avril 2008 constituent la manifestation la plus récente de cette crise profonde qui sape continuellement les bases de l'économie nationale.

Malgré une crise gouvernementale assez longue¹, la crise alimentaire était en train de s'atténuer quand le pays s'est vu frappé par une saison cyclonique particulièrement dévastatrice. Au cours des mois d'août et de septembre, le territoire national a été affecté par le passage de quatre (4) cyclones successifs: Fay, Gustave, Hannah et Ike. Les deux

¹ Le pays est resté près de cinq (5) mois, entre avril et septembre, sans un gouvernement légitime

derniers, qui ont occasionné des pertes agricoles évaluées par les instances compétentes à quelques 230 millions de dollars américains, ont pratiquement plongé le pays dans une situation généralisée d'urgence humanitaire.

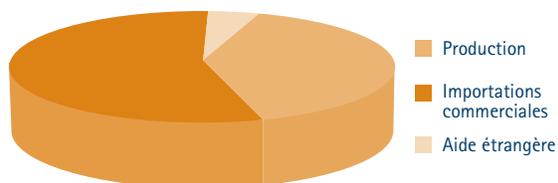
2.2.- Changements au niveau de la production agro alimentaire

Comme souligné antérieurement, sur le plan de la production agro alimentaire, l'année 2008 a débuté avec des disponibilités réduites du fait de l'incidence négative des cyclones enregistrés au cours de l'année antérieure. Cette contraction de l'offre alimentaire au niveau national, dans un contexte d'augmentation générale des prix des produits agricoles sur les marchés internationaux, a créé au niveau du pays une situation de crise alimentaire sans précédent.

Il convient de souligner que la production agricole nationale couvre seulement 40% des besoins alimentaires de la population. Selon les estimations de la disponibilité alimentaire du pays en 2007, en plus de la production agricole nationale, la demande globale d'aliments est satisfaite à 55% par des importations commerciales et à 5% par l'aide alimentaire étrangère.

Le graphe ci-contre illustre la structure actuelle de la disponibilité alimentaire globale au niveau du pays, d'après les données fournies par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA)²

L'analyse des tendances relatives à l'évolution de cette structure montre que la production agricole nationale est en constante régression. De fait, l'insécurité alimentaire demeure en Haïti un problème très grave et très complexe. Près de 75% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté avec des revenus de moins de 2 dollars américains par jour. Plus de 50% de la population vivent en situation d'extrême pauvreté avec moins de 1 dollar américain par jour. Comme presque partout dans le monde, la pauvreté demeure un phénomène rural: près de 80% des pauvres se retrouvent en milieu rural.



Selon les statistiques de la CNSA, environ trois (3) millions de personnes se trouvent constamment en situation d'insécurité alimentaire après le passage des quatre (4) cyclones successifs sur Haïti. Il convient toutefois de préciser que la population vulnérable à l'insécurité alimentaire accuse une tendance à la hausse en raison des effets conjugués de la flambée des prix des produits

² La CNSA est la principale institution nationale responsable du suivi de la sécurité alimentaire en Haïti

de première nécessité et des mauvaises performances des saisons agricoles (du fait surtout de la sensibilité des zones de production aux chocs agro-climatiques répétés: sécheresse, inondations, cyclones etc.)

2.3.- Changements des politiques avec incidence sur l'agriculture et la vie rurale

Pour répondre aux effets de la crise alimentaire et surtout à la situation d'urgence humanitaire provoquée par le passage des quatre (4) cyclones sur le pays, le Gouvernement a mis en place un programme articulé autour d'un ensemble cohérent d'actions à court et à moyen termes.

Pour les actions à court terme, le Gouvernement a privilégié en principe trois (3) grands axes d'intervention:

- L'octroi d'une subvention de USD 5 par sac de 100 lbs ou 50 kgs aux importateurs de riz en vue stabiliser le prix du riz importé pour une période allant de mai à octobre 2008. Le coût de cette subvention a été estimé à 30 millions de dollars américains qui sont couverts par un appui budgétaire externe apporté par différents donateurs dont la Banque Mondiale, la BID et la CARICOM.
- La mise en place de filets sociaux de sécurité au profit des catégories les plus vulnérables. (particulièrement aide nutritionnelle aux enfants et aux femmes enceintes, aide alimentaire scolaire, aide alimentaire aux asiles communaux, aux centres de détention et aux personnes vivant avec le virus du SIDA). Les ressources nécessaires pour le financement de ces dispositifs, sur une période de 15 mois, sont estimées par la CNSA à quelques 136 millions de dollars américains. Environ 3,000,000 personnes sont ciblées par ces interventions.
- La réalisation de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) dans les bidonvilles et dans le milieu rural. Il a été établi que ces travaux devraient procurer aux ménages bénéficiaires les revenus leur permettant notamment d'améliorer l'accès aux disponibilités alimentaires, de faciliter la rentrée scolaire et de préparer la phase de relance de la production agricole

Il importe de noter qu'en plus de ces actions de court terme inscrites dans la stratégie gouvernementale s'ajoutent les interventions de distribution de l'aide humanitaire dictées par la situation d'extrême urgence que vivait le pays immédiatement après le passage des cyclones Hannah et Ike.

Quant aux actions de moyen terme, elles sont constituées presque exclusivement par des activités de relance de la production agricole étalées sur des horizons d'exécution de une

(1) à trois (3) années. Ces activités contemplent surtout la recapitalisation des exploitations agricoles les plus vulnérables (500.000 familles), ainsi que la fourniture de semences améliorées et de fertilisants apportés principalement par la coopération vénézuélienne. Les principales interventions de cette catégorie visent l'appui à la réhabilitation des systèmes d'irrigation, la conservation des sols, l'appui à l'agriculture urbaine et périurbaine, la mise en place d'infrastructures d'appui au stockage de l'eau ainsi que l'appui à la pêche et à l'aquaculture. En d'autres termes, les principaux axes d'actions de cette catégorie concernent surtout:

- Le développement de l'irrigation
- L'amélioration des conditions de stockage de la production
- L'appui à la transformation
- L'extension et le renforcement des institutions de micro-finance
- L'aménagement des bassins versants
- Le renforcement institutionnel du Ministère de l'Agriculture (après actualisation de l'étude de 1996).

2.4.- Changements institutionnels dans l'agriculture et le milieu rural

Sur le plan institutionnel, il n'y pas eu de changements significatifs dans les domaines relatifs à l'agriculture et le milieu rural au cours de l'année 2008. Parmi la douzaine de lois votées par le Parlement en 2008, aucune n'est directement liée au développement de l'agriculture ou encore du milieu rural, exception faite de la Loi sur l'Etat d'Urgence qui était censée apporter des éléments de réponse aux dégâts considérables enregistrés dans le pays à la faveur du passage des cyclones antérieurement mentionnés.

Seulement, on peut observer certaines tendances qui, si elles se confirment dans le temps, peuvent engendrer des transformations profondes pour les secteurs agricole et rural. Par exemple, parmi les multiples lois en perspective d'être votées au Parlement, il y en a onze (11) qui concernent directement le secteur agricole et le milieu rural. Citons notamment la proposition de loi sur le statut des ouvriers et travailleurs agricoles, le projet de loi relatif à l'irrigation et au drainage des eaux agricoles, le projet de loi cadre sur la réforme en matière agraire et foncière....etc

De plus, on notera que le Ministère de l'Agriculture, dans la feuille de route soumise au Parlement pour l'exercice 2008/2009, inclut comme l'un de ses objectifs stratégiques «la modernisation de l'environnement légal de l'agriculture». Dans ce contexte, en plus de la promulgation de la loi d'orientation de la politique agricole, le Ministère contemple la préparation de cinq (5) projets de lois majeurs portant sur:

- La Banque Haïtienne de crédit rural
- Le statut juridique du fermier agricole
- La protection sociale des ouvriers agricoles
- La gestion du risque en agriculture
- Le transfert de la gestion des périmètres irrigués aux associations d'irrigants.

III.- RESULTATS DE L'EXECUTION DE L'AGENDA NATIONAL DE COOPERATION TECHNIQUE EN HAITI EN 2008

3.1.- Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et la vie rurale

Parmi les résultats obtenus dans ce domaine, il y a lieu de mettre l'accent sur notamment la présentation de la situation de l'agriculture haïtienne par devant l'Organisation des Etats Américains (OEA), la participation active du Bureau au processus d'élaboration du document de politique d'état sur l'agriculture et le milieu rural, la contribution à la structuration de la filière de la mangue et l'inventaire des principales lois agricoles actuellement en vigueur dans le pays.



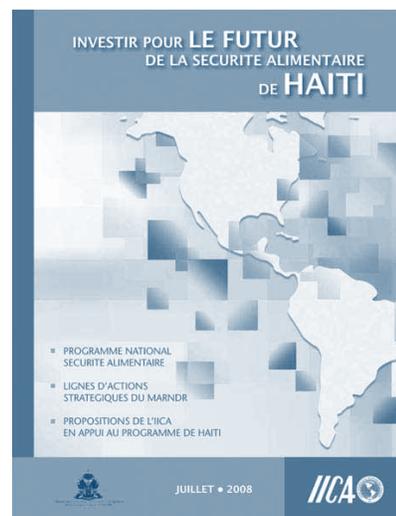
3.1.1.- Présentation de la situation de l'agriculture par devant l'OEA

Le 28 juillet 2008, une délégation de haut niveau composée du Représentant du Bureau et du Directeur Général du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) a fait une importante présentation au Bureau de l'Organisation des Etats Américains (OEA) sur la situation de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Haïti.

La délégation venue d'Haïti a été accompagnée par M. David C. Hatch, Assistant du Directeur Général et Représentant de l'IICA aux Etats-Unis d'Amérique, M. Trevor Murray, Directeur des Opérations pour la Région de la Caraïbe pour l'IICA ; Dr François Dagenais, Directeur d'Investissement Externe et de Financements de projets IICA et Mme Ayesha London, Spécialiste en Relations Publiques. Dans un brillant exposé, le Directeur Général du MARNDR a fait ressortir les répercussions des prix élevés des denrées alimentaires non seulement sur les consommateurs, mais aussi sur les producteurs et particulièrement les plus pauvres en milieu rural. Etant donné qu'il ne s'agit pas d'un phénomène provisoire, mais plutôt d'une situation qui tend à continuer à moyen terme, il a été établi que l'augmentation continue des prix de denrées alimentaires conduirait à de plus hauts niveaux de pauvreté et de malnutrition sur le continent, à moins que des mesures appropriées ne soient adoptées en vue d'améliorer la sécurité alimentaire.

Dans cet ordre d'idées, l'IICA a travaillé de concert avec le MARNDR pour développer un vaste programme qui a été intitulé « *Investir dans le futur pour la sécurité alimentaire d'Haïti* ».

Au niveau de ce programme, pas moins de 23 projets agricoles de coopération nécessitant un financement évalué à plus de 120 millions de dollars pour répondre aux besoins des plus immédiats du peuple haïtien ont été identifiés. Cette réunion a été une bonne occasion d'adresser un appel pressant au groupe des pays amis d'Haïti pour appuyer le pays dans ses efforts de relever le défi de la misère, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire qui affectent plus de la moitié de la population.



3.1.2.- Participation à l'élaboration d'une politique agricole d'état

Tout au cours de l'année 2008, le Bureau a continué à apporter un appui soutenu au processus d'élaboration d'une politique d'état pour le développement de l'agriculture et du milieu rural en Haïti.

Le Bureau a pris une part active aux réflexions conduites au sein du Groupe de Travail sur l'Agriculture (GTA) auquel participent des représentants de plusieurs secteurs dont notamment le secteur des affaires, le secteur paysan, le secteur corporatif, les ONG et les organisations internationales. Rappelons que le GTA est en principe présidé par le Ministre de l'Agriculture et que le Bureau de l'IICA en Haïti y participe à titre de Représentant de la Coopération Technique Hémisphérique.

Le premier document d'orientation élaboré à partir d'un appui financier du Bureau a servi de base pour des discussions au niveau de cercles intéressés au processus. Ce document

d'orientation a été par la suite amplifié à partir de consultation commanditées par la FAO sur six (6) thématiques fondamentales. Le document consolidé ainsi obtenu devra être validé auprès de plateformes départementales de discussions réunissant différents groupes organisés du secteur.

Le processus de validation attend désormais un financement de l'Union Européenne (UE) pour son opérationnalisation. Entre temps, le Bureau participe activement aux réunions de la Table Sectorielle Agriculture, espace d'informations sur l'avancement des activités au niveau du secteur agricole. La Table est une structure beaucoup plus large que le GTA et réunit pratiquement la majeure partie des institutions tant publiques que privées qui travaillent au niveau de secteur agricole.

3.1.3.- Contribution à la structuration de la filière de la Mangue



Le Bureau a apporté une grande contribution à la structuration de la filière de la Mangue à travers la mise en œuvre du *Projet d'Appui à la Détection et au Contrôle des Mouches des Fruits dans les Grandes Zones de Production de Mangues en Haïti* financé à partir d'un don de l'USAID.

Les principales réalisations de ce projet réfèrent à la production de deux (2) vidéos documentaires sur l'importance stratégique de la mangue, la production de 6,000 dépliant sur les mesures à adopter pour un contrôle adéquat des Mouches des Fruits et la mise en place au niveau de la Direction de Protection des Végétaux (DPV) du Ministère de l'Agriculture d'un laboratoire « up to date » permettant de faire le diagnostic et l'identification à distance des ravageurs et pestes de l'agriculture. Mais, les activités les plus importantes demeurent l'organisation d'un ensemble de réunions de sensibilisation au profit de l'ensemble des acteurs de la filière (voltigeurs, fournisseurs, producteurs, marchandes etc.). Les vidéos et les dépliant auparavant mentionnés ont servi de matériels et outils dans ces campagnes d'information.

Finalement, à la fin du projet, un grand atelier de clôture a été organisé. Cet atelier organisé conjointement avec l'instance compétente du Ministère de l'Agriculture, la Direction de Protection des Végétaux (DPV), a réuni environ 70 participants dont des producteurs venus de diverses régions productrices de mangues du pays (Bas Plateau Central, Gros Morne, Cabaret, Léogâne, Marigot etc.). Cet atelier a été l'occasion de profondes réflexions sur les grands problèmes et les immenses opportunités de la filière de la mangue.



3.1.4.- Inventaire des lois du secteur agricole

La création d'un environnement propice au développement des agro entreprises pour la stimulation de la production agricole, demande en plus de cadres formés dans le domaine, une référence légale. A ce titre, il est important que les lois agricoles en vigueur dans le pays soient analysées afin de les adapter aux besoins du secteur. A date, les lois sont collectées par différentes institutions en fonction de leur champ d'action, mais il n'existe pas un document qui les rassemble toutes, facilitant leur inventaire et leur analyse à des fins d'harmonisation, particulièrement avec celles en vigueur au niveau de la CARICOM; ce dans la perspective d'une meilleure intégration d'Haïti dans ce marché commun de la Caraïbe.

Pour aider dans ce processus, le Bureau a commencé en 2008, en partenariat avec la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV), à faire la compilation des lois sur l'Agriculture Haïtienne au niveau de deux (2) institutions, Journal Le Moniteur et la Bibliothèque Nationale d'Haïti. Cette compilation des lois sur l'agriculture haïtienne se poursuivra en 2009 avec la collecte au niveau de toutes les institutions, les personnes-ressources qui ont travaillé dans la recherche des lois dans le secteur agricole et d'autres bibliothèques de référence. Ce document sera publié en 2009 avec les possibilités de le mettre à jour et de le compléter dans les années à venir.

3.2.- Promotion du commerce et de la compétitivité au niveau des marchés agricoles

3.2.1.- Participation d'Agro-businessmen haïtiens au Salon International de l'Agroalimentaire (SIAL) de Montréal, Canada

Depuis Novembre 2007, le Bureau de l'IICA en Haïti est engagé dans un partenariat tripartite avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Haïtiano Canadienne (CCIHIC) et le Trade Facilitation Office of Canada (TFO-Canada) pour renforcer les capacités d'exportation de certaines entreprises agricoles haïtiennes. A la suite d'un Protocole d'Accord formel signé avec le TFO-Canada, un programme de formation en commerce international a été monté au profit d'une vingtaine de petites entreprises haïtiennes impliquées dans l'agribusiness.

A cet égard, trois sessions de formation ont été organisées avec les différentes entreprises retenues: La première en novembre 2007, la seconde en février 2008 et la troisième en mars 2008.



Ce programme de formation bien articulée autour d'une vingtaine de modules a culminé par la participation de certaines des entreprises formées au Salon International de l'Agroalimentaire (SIAL) qui s'est déroulé à Montréal du 22 au 29 avril 2008. Les huit (8) entreprises choisies pour participer à cette importante mission commerciale ont été les suivantes:

Nom Entreprise	Région	Produits
JADEN LAKAY	Nord	Fruits et Légumes
ANATRAF	Nationale	Fruits transformés
APFBPBVM	Ouest	Figue-Banane bio
COFEBOM	Grande Anse	Igname
HAITI VERTE	Sud	Piment
COOPCAB	Sud Est (Thiotte)	Café
RACPABA ³	Artibonite	Riz
CHAMBRE DE COMMERCE DU SUD-EST	Sud Est (Jacmel)	Produits agricoles transformés

Un stand a été réservé par TFO Canada pour l'exposition des échantillons des produits haïtiens. De plus, de multiples rencontres avec d'éventuels importateurs canadiens ont été planifiées. Toutes ces démarches ont en définitive contribué à faciliter la voie à ces entreprises haïtiennes pour placer leurs produits sur le marché canadien. L'impact à moyen terme de cette activité est une augmentation sensible des exportations agricoles haïtiennes vers le Canada.

Il convient de souligner que les importateurs canadiens rencontrés ont demandé à toutes les entreprises ayant participé à la mission de présenter des échantillons de leurs produits dans un délai raisonnable. Ce qui augure de fortes probabilités de contrats formels si ces entreprises haïtiennes arrivent à passer avec succès cette étape probatoire. Certaines entreprises ont même été abordées pour l'envoi de petites quantités de produits en guise de premières ventes d'essai. C'est le cas pour COFEBOM, COOPCAB, APPBMV et



³ Le Représentant de RACPABA n'a finalement pas pu participer en raison de difficultés pour obtenir le visa canadien

ANATRAF. Il ne fait pas de doute que si les produits sont bien appréciés par les consommateurs canadiens et si les prix exigés par les entreprises haïtiennes sont raisonnables, ces dernières peuvent arriver à accaparer définitivement ces parts de marché.

3.2.2.- Participation d'entrepreneurs et de formateurs à des sessions de formation organisées dans la région

Au niveau des pays de la CARICOM, il y a un consensus général sur l'importance de l'agri business dans le développement du secteur agricole. Dans un contexte de régulations et standards au niveau de l'agri business, une agriculture plus compétitive devient primordiale pour le secteur.

Le Bureau de l'IICA, apporte depuis 2006 son appui sur ce thème en Haïti avec la tenue de deux (2) conférences sur la compétitivité en agriculture tant pour les étudiants que pour les professionnels et en 2007, avec une conférence sur l'Agri business tenue au MARNDR pour les cadres techniques de cette institution. Au cours de l'année 2008, Haïti a pu participer à trois (3) rencontres sur l'agri business, dans le but de créer une masse critique capable de participer efficacement à la construction d'un environnement propice au développement des agro entreprises:

- Du 3 au 6 mars, un professeur de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire, représentant le MARNDR, et un cadre de l'IICA ont participé à l'atelier régional à Sainte Lucie sur le thème: «Stimuler l'esprit d'entreprise en Agriculture; Eduquer les agro entrepreneurs, développer les agro entreprises». Cet atelier a été organisé par l'IICA, le Centre pour l'Agriculture et la Coopération Rurale (Technical Centre for Agriculture and Rural Cooperation, CTA) et le Réseau Caraïbéen pour la Politique Agricole (Caribbean Region Agricultural Policy Network, CaRAPN). Cet atelier regroupait des agriculteurs, des entrepreneurs, des consultants, des écoliers et des organisations, dans le but de contribuer au dialogue, au partage d'expériences et de stimuler le développement de l'agri business. Le Bureau de l'IICA en Haïti a eu l'opportunité de partager son expérience en micro crédit dans le monde rural en présentant la méthodologie «Kredifanm» qu'il a développée, systématisée et publiée en 3 langues: français, anglais, espagnol.
- Du 10 au 15 mars, à la Jamaïque, 11 professionnels du secteur privé, du secteur public et de l'IICA ont participé à un atelier sur « Les opportunités en Agro transformation des fruits tropicaux, de la viande et des produits laitiers », organisé par la Banque Caraïbienne de



Développement, (Caribbean Development Bank, CDB), le Ministère de l'Agriculture à la Jamaïque, l'Agence pour le Développement Agricole et Rural (Rural Agricultural Development Agency, RADA) et l'IICA. Cet atelier a permis aux participants d'acquérir de nouveaux concepts et outils sur l'agro transformation pour faciliter les prises de décision, selon un processus analytique.

- Du 24 au 28 novembre à la Barbade, toujours par la Banque Caribéenne de Développement à travers le Réseau de Services de Consultation en Technologie pour les Caraïbes (Caribbean Technological Consultancy Services, CTCS), a été organisé un atelier de formation des formateurs sur «La Technique de prix et de coûts pour une commercialisation compétitive et les applications informatisées de coûts et de prix». Quatre (4) cadres Haïtiens, un (1) du secteur public et trois (3) du secteur privé, qui avaient déjà participé au séminaire à la Jamaïque, y ont pris part. Ces quatre (4) participants se sont engagés à adapter les concepts appris pour la formation d'entrepreneurs ou de potentiels entrepreneurs Haïtiens.

3.2.3.- Participation d'Haïti à l'Assemblée de l'OIMA à Panama

Du 8 au 10 octobre 2008, s'est tenue à Panama la VII^{ème} Réunion Régulière de l'Organisation de l'Information des Marchés des Amériques (OIMA). Cette réunion fut accueillie par l'Institut des Marchés Agricoles (IMA) et le Gouvernement de Panama.

En fait, l'OIMA est un réseau de coopération qui fait la promotion de l'échange d'information sur les marchés agricoles, et qui fournit de l'assistance technique à ses membres dans les domaines tels la technologie, la méthodologie et les procédures adéquates pour la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de l'information sur les marchés de produits agricoles.

L'objectif principal de cette 7^{ème} réunion ordinaire de l'organisation était d'élire son nouveau Comité Exécutif. Sur les 26 pays membres de l'OIMA, un total de 24 délégués, ont participé à cette réunion. La réunion, qui s'est déroulée sous les auspices du Ministère du Développement Agricole du Gouvernement du Panama, a été prise en charge par le Secrétariat Technique de l'OIMA, en la personne de M. Frank Lam.

En résumé, la 7^{ème} Réunion Annuelle de l'Organisation de l'Information sur les Marchés des Amériques (OIMA) a été l'occasion non seulement d'élire le nouveau comité exécutif de l'organisation mais aussi de faire le bilan de ses interventions au niveau des différents pays membres et de reconnaître la contribution effective de l'OIMA à l'amélioration des Systèmes d'Information des Marchés Agricoles (SIMA) des différentes régions.

Parmi les activités réalisées, il convient de distinguer la présentation des Systèmes d'Information des Marchés Agricoles (SIMA) au niveau des différentes régions définies par

l'OIMA (région andine, région de l'Amérique centrale et les Caraïbes, région de l'Amérique du Nord, région de l'Amérique du Sud).

Compte tenu du nombre important des pays membres de l'OIMA appartenant à la région de la région caraïbéenne, il a été décidé de constituer, à l'occasion de cette 7ème Réunion Annuelle, la région de la Caraïbe qui comprend 7 pays membres: Haïti, République Dominicaine, Sainte-Lucie, Grenade, Jamaïque, Guyane, Trinidad & Tobago. Cette région est présidée par Trinidad & Tobago, pays candidat à l'organisation de la réunion annuelle de 2010.

3.3.- Renforcement des systèmes de protection sanitaire et d'innocuité des aliments

3.3.1.- Campagnes de vaccination contre la Peste Porcine Classique et contre la rage



Des campagnes de vaccination contre la Peste Porcine Classique et contre la rage ont été encore une fois organisées au cours de l'année 2008. Plus de 86% dont 710,751 têtes de la population porcine ont été vaccinés au cours de l'année. Cela continue d'être l'axe majeur du programme financé par l'USDA/APHIS et exécuté par le Ministère de l'Agriculture avec l'appui technique et logistique du Bureau de l'IICA en Haïti. Un total de 1,096 échantillons ont été prélevés au cours de l'année. Cette surveillance a montré que la circulation

du virus dans tous les départements est fortement réduite et est présentement à un niveau de 0,36%. Les efforts continuent d'être intensifiés le long de la frontière de la République Dominicaine et sur les petites îles haïtiennes. Les îles ont été exemptes du virus pendant plus de deux ans. Une évaluation du programme a été faite lors d'une réunion avec l'USDA/APHIS à Saint-Domingue et il a été convenu de poursuivre cet important programme et de continuer à œuvrer pour l'éradication. Deux spécialistes de l'USDA/APHIS se sont aussi rendus en Haïti pour évaluer et faire des recommandations sur le programme. Deux jours ont été consacrés au Laboratoire national de diagnostic vétérinaire et trois jours ont été réservés aux visites de terrain. La principale recommandation de cette évaluation est de vacciner deux fois par an.

En utilisant le même programme de vaccination établi dans le cadre du projet de la peste porcine classique, plus de 350.000 chiens et chats ont été vaccinés lors d'une campagne avec la collaboration du Bureau de l'IICA en Haïti, du Ministère de l'Agriculture, de l'OMS / OPS, du Ministère de la Santé publique (MSPP), et du gouvernement brésilien. L'incidence de la rage humaine signalée a été diminuée, passant de 11 cas en 2006 à seulement quatre (4) en 2008.

3.3.2 - Formation des vétérinaires

Au cours des trois dernières années, plus de 70 nouveaux diplômés vétérinaires sont retournés en Haïti après avoir complété leurs études à Cuba. Dans un effort pour les aider à développer des compétences cliniques, le Bureau a développé une alliance avec le Ministère de l'Agriculture et la Mission Vétérinaire Chrétienne (CVM). Au cours de l'année, cinq (5) sessions de formation clinique et chirurgicale ont été organisées dans tout le pays, non seulement pour les jeunes vétérinaires, mais aussi pour les principaux techniciens vétérinaires et agents de terrain. Plus de 140 personnes ont été formées par un total de 15 vétérinaires bénévoles de CVM en visite en Haïti. Cette formation a été reçue avec enthousiasme par le personnel vétérinaire de terrain. Chaque participant a également reçu des instruments de chirurgie ainsi que des médicaments.



3.3.3 Réunions binationales entre Haïti et la République Dominicaine



Le bureau de l'IICA en Haïti a participé à l'organisation de cinq (5) réunions binationales sur la protection sanitaire animale et végétale qui ont eu lieu au Cap-Haïtien, Jimaní, Santo Domingo (2), et Port-au-Prince. Les principaux sujets de discussion ont été l'éradication de la peste porcine classique et le développement d'un programme bi-national sur la grippe aviaire. Deux de ces réunions ont été suivies par une délégation de OIRSA³ pour discuter de

la possibilité qu'Haïti devienne également membre de cette prestigieuse organisation.

3 Organización Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria

3.3.4.- Session de Vision Commune sur les mesures sanitaires et phyto-sanitaires



Dans un effort pour aider le secteur agroalimentaire à caractériser institutionnellement en Haïti son niveau de performance et sa capacité de mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires, un forum de performance, de vision et de stratégie a eu lieu au cours de l'année. Le bureau de l'IICA en Haïti en collaboration avec le Ministère de l'agriculture et des spécialistes de la santé animale et de la sécurité alimentaire ont animé cette session d'évaluation. 20 personnes tant du secteur public et que du secteur privé ont participé activement à cette session très productive. Le financement de certains projets pour Haïti devrait découler de cette rencontre.



3.3.5.- Renforcement du Laboratoire de la DPV



Concernant le renforcement du Laboratoire de la DPV, le Projet a favorisé la mise en place à cette direction des matériels et équipements nécessaires à l'identification et au diagnostic à distance de maladies et pestes affectant la flore et la faune. Les cadres de la DPV tant au Bureau Central que sur le terrain ont reçu une formation dispensée par des experts de l'Université de Floride, leur permettant d'exploiter adéquatement le système mis en place. Par ailleurs, grâce au projet, le laboratoire de la DPV est désormais en réseau avec le Caribbean Regional Diagnostic Network (CRDN).

3.3.6.- Programme de surveillance vétérinaire

Le Bureau de l'IICA en Haïti est en train de collaborer avec l'USDA/APHIS et le Ministère de l'agriculture dans la création d'un nouveau programme de surveillance des maladies animales qui mettra Haïti en réseau avec neuf (9) autres pays de la région. Un vétérinaire haïtien a participé à trois (3) stages l'année dernière dans le but de participer au lancement du programme. Ce sera un forum pour partager des informations sur les problèmes (maladies et pestes de toutes sortes) avec les pays voisins.

Par ailleurs, après avoir terminé avec succès un programme de surveillance de l'influence aviaire (financé par l'USAID) en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, le bureau de l'IICA en Haïti a une nouvelle fois aidé le Ministère à obtenir des fonds de la Banque

mondiale pour étendre le programme de surveillance dans tout le pays. Ces fonds seront disponibles au début de 2009.

3.4.- Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

La dégradation de l'environnement est un phénomène très préoccupant pour Haïti aujourd'hui. L'état de la dégradation des sols constitue une source importante de pauvreté et d'insécurité dans le pays. Il est à la base de nombreuses catastrophes naturelles qui ont frappé le pays ces dernières années (cyclones, sécheresse prolongée, inondation). Le pays est essentiellement montagneux et connaît une surexploitation des sols avec la mise en culture de terres marginales. En effet, environ 64% du territoire, soit 1,775,000 ha sont situés dans des zones de montagne sur des pentes supérieures à 20% ; seulement 20% du territoire disposent de pentes inférieures à 10%. Ces sols à vocation forestière sont exploités à des fins agricoles par près d'un million de petites exploitations dépendant presque exclusivement de l'agriculture. L'étendue de la superficie cultivée (1,100,000 ha) dépasse largement la superficie cultivable (770,000 ha). Ce qui signifie que 30% des superficies cultivées sont situés sur des terres marginales, inaptes à l'agriculture.

La dégradation du milieu se caractérise d'abord par une diminution excessive de la couverture boisée. Les statistiques disponibles sur ce problème ne sont pas très précises, mais elles font ressortir la gravité de la dégradation de l'environnement comme le montre le tableau suivant.

Période	Superficie (ha)	Pourcentage
1950	490500	18%
1980	218000	8%
1990	107000	4%
Aujourd'hui (2009)	54500	< 2%

Selon des informations collectées de diverses sources, le couvert forestier en Haïti est passé de 18% de la superficie du territoire vers les années 50 à 8% entre 1952 vers les années 80. La déforestation s'est accélérée au cours des deux dernières décennies sous le poids de divers facteurs. Aujourd'hui, on estime que la couverture forestière nationale se situe à entre 1 et 2%. De plus on estime que 25 des 30 bassins versants du pays sont complètement dénudées. Les arbres sont aujourd'hui utilisés pour la fabrication de charbon et de bois de service (construction incluse).

Les problèmes qui ont conduit à la dégradation des forêts sont multiples. Les causes les plus citées sont entre autres: (i) la mauvaise gestion des ressources naturelles (sols, eau végétation), (ii) l'ambiguïté du système foncier qui ne garantit pas toujours le droit de l'agriculteur sur la terre et sur les arbres, (iii) la forte dépendance de la population urbaine et rurale des ressources ligneuses comme source d'énergie principale et de bois de service, (iv) le manque d'alternatives économiques et énergétiques a une population de plus en plus importante, et (v) la pauvreté généralisée.

Les conséquences immédiates de la disparition des arbres sont multiples et diverses, parmi lesquelles il convient de citer:

- Une accentuation du phénomène de l'érosion
- Une diminution drastique de la productivité et de la production.
- diminution des quantités et de la qualité de l'eau.
- Perte de biodiversité.

A coté de ces effets, il faut également mentionner l'augmentation des risques d'inondation et de destruction des infrastructures en aval des bassins versants, la sédimentation des points d'eau qui limite en particulier la potentialité des zones irriguées et côtières, etc. Les inondations et dommages causés par le passage des cyclones Jeanne en 2004, Fay, Gustave, Hanna et Ike en 2008 ont bien mis en exergue les risques et menaces auxquels toute la population haïtienne est exposée à cause de la disparition de la couverture forestière.

Face aux menaces que représente la disparition de la couverture végétale arborée en Haïti, il est important de développer des mécanismes économiquement et socialement viables pour assurer la reforestation du territoire national.

C'est dans ce contexte que le Bureau a proposé une intervention immédiate dans le pays dont le but est de stimuler et de renforcer le développement durable des ressources naturelles dans les différents écosystèmes d'Haïti à travers des actions de conservation, de protection et de restauration en vue d'une amélioration des conditions de vie de la population. Cette proposition a été présentée à l'Agence Canadienne pour le Développement Internationale (ACDI) à des fins de financement.

3.5.- Renforcement des communautés rurales par l'utilisation d'une approche territoriale

Les principales activités réalisées au cours de l'année 2008 pour renforcer le monde rural ont porté particulièrement sur la formation des producteurs et l'appui à la sécurité alimentaire.

3.5.1.- Formation continue des producteurs dans le monde rural

Le renforcement des capacités techniques des petits producteurs en milieu rural de façon continue est envisagé en leur permettant d'avoir accès à un matériel didactique audio contenant des conseils techniques pertinents sur des thèmes spécifiques. Grâce à un financement de l'Union Européenne à travers le Projet de Renforcement Intégré du Milieu des Affaires en Haïti (PRIMA) et la collaboration du chapitre local du réseau Caribéen de facultés d'agronomie, Caribbean Council for a Higher Education in Agriculture (CACHE), 18 fiches techniques ont pu être élaborées sur support audio (7 Cd et 7 cassettes master) et 18 petites cassettes. Ce type de matériel audio qui facilite l'auto formation, est facilement transportable et est adapté pour des analphabètes pour qui la répétition est primordiale pour la compréhension. Ce matériel conçu pour l'auto formation contribuera non seulement à la formation continue des producteurs eux-mêmes mais aussi facilitera le travail des institutions qui interviennent dans le monde rural pour former les producteurs dans des domaines divers et pour lesquelles elles n'ont pas forcément l'expertise. Les thèmes retenus étaient les suivants:



- Les pathologies végétales du maïs, de la banane, du haricot, de l'avocat, des citrus et de la mangue
- La production animale : Elevage bovin, caprin et porcin, élevage des poules en poulailler, la prévention des maladies chez les poules, la préparation d'aliments pour les poules ; l'apiculture, la production de fourrage et de foin, l'importance de l'eau dans l'élevage
- L'agro transformation : la transformation des fruits
- L'économie de marché et le marketing

Diverses institutions publiques et privées ont participé activement au processus de vérification et de validation des fiches techniques dont le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF), le Konsèy Nasyonal pou Finansman Popilè (KNFP) et VETERIMED.



De plus, plusieurs institutions ont répondu présents à la journée de lancement du matériel qui a donné lieu à la validation définitive : PRIMA, Afè Nèg Konbit, Agro Action Allemande, ANATRAF, OXFAM Québec, l'Unité d'Appui au Programme de la Coopération Canadienne (UAPC), Femmes en Démocratie, CARITAS, la Coordination

Nationale pour la Sécurité Alimentaire, la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire, l'Université Episcopale d'Haïti, l'Université Caraïbe et diverses unités du MARNDR dont la Direction Générale, la Coopération Externe, la Direction de la Recherche Agricole, le Service National Semencier, la Direction à l'Appui aux Organisations et à la législation Rurales...

3.5.2.- Appui aux familles et aux écoles pour la sécurité alimentaire

Cet appui à la sécurité alimentaire s'est fait à travers le ProHuerta qui est un projet de la Coopération Argentine qui est implémenté de façon conjointe depuis 2005. Ce projet vise l'autoproduction d'aliments frais pour l'autoconsommation et l'amélioration de la diète alimentaire, par l'établissement de jardins potagers organiques à proximité des maisons d'habitation. Ce projet est aujourd'hui présent dans d'autres régions du pays et a vu augmenter son staff et le nombre de bénéficiaires:



- Dans le Sud 'Est avec l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID), au profit de 650 familles et 2 écoles des communes de Belle Anse et de Grand Gosier.



- Dans le Bas Plateau Central (Département du Centre), avec le Programme d'Intensification de cultures Vivrières phase2 (PICV-II) du MARNDR, au bénéfice de 732 familles des 6 communes (Mirebalais, Boucan Carré, Lascahobas, Belladère, Saut d'Eau et de Savanette.
- A Kenscoff, en coopération avec le Centre GHESKIO, environ 200 familles productrices de légumes se penchent aussi sur l'autoproduction d'aliments pour l'autoconsommation des ménages.

L'équipe technique de Prohuerta est passée de 3 à 19 agronomes grâce à la Coopération Trilatérale Haïti Canada Argentine qui facilite l'élargissement du projet dans 5 départements géographiques du pays : Nord, Nord-est, Ouest, Centre et Artibonite. Le projet sur 5 ans couvrira 110 communes et atteindra 26,400 familles.

Au cours de l'année 2008, le programme Pro-Huerta a organisé une série d'activités parmi lesquelles il convient de citer:



- 10 Sessions de formation dans l'Artibonite, le Bas Plateau Central, le Sud-est et l'Ouest sur l'autoproduction d'aliments selon une approche organique et l'établissement de jardins potagers organiques pour l'autoconsommation.
- Distribution de 2.5 tonnes de semences de 26 variétés horticoles à 4122 familles et 44 écoles dans les zones d'intervention du projet.

• Appui aux bénéficiaires du projet après le passage de l'ouragan Hanna. 19 kits d'outils, contenant chacun : 4 pioches, 2 pelles, 2 machettes, 2 râpeaux, 2 houes, ont été offerts aux groupes de familles dans 5 quartiers des Gonaïves où la totalité des potagers a été emportée par les intempéries. Une assistance technique a été fournie à l'orphelinat «le Centre de Formation et de Nutrition des Enfants de Poteau» pour la réhabilitation de leur Potager.

Par ailleurs, le Bureau a facilité deux présentations à l'extérieur sur le thème de la sécurité alimentaire du pays: l'une à Costa Rica et l'autre au Canada. Ces présentations ont été faites par deux cadres de la CNSA.



3.6.- Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

3.6.1.- Vers la préparation d'un vaste programme de développement de la fruiticulture en Haïti

Au cours de l'année 2007, le Bureau organisa de concert avec le Ministère de l'Agriculture une importante journée de réflexions autour de la problématique du développement de l'arboriculture fruitière en Haïti.

Cette initiative s'inscrivait dans le cadre de la politique du MARNDR qui voulait prioriser les filières agricoles porteuses aptes à contribuer de manière significative à la création d'emplois, l'augmentation de revenus, la sécurité alimentaire, et au développement durable. Elle se proposait de promouvoir la dynamisation de la filière FRUITS à travers des échanges

au sujet d'expériences positives déroulées au niveau d'autres pays de la région. C'est dans le but d'appuyer cette vision légitime que l'IICA identifia deux expériences réussies dans la région et facilita la mobilisation des ressources humaines nécessaires en vue d'un partage d'idées avec les acteurs œuvrant dans le secteur agricole haïtien.

Parmi les conférences proposées pour animer les discussions, il y a lieu de distinguer celle prononcée par Monsieur Mariano Olazabal, Directeur des Opérations Régionales et d'Intégration de l'IICA sur l'expérience du Salvador dans le domaine de la fruiticulture. Au cours de son exposé, Monsieur Olazabal avait mis l'emphase sur l'appui initial de l'état au développement de l'arboriculture fruitière qui rapporte maintenant des devises à l'économie salvadorienne.

L'organisation de cette journée de réflexions sur la promotion de la fruiticulture en Haïti avait soulevé de grandes attentes à cette occasion. Et le Ministère de l'Agriculture avait alors clairement exprimé sa ferme volonté d'encourager la mise en œuvre, avec l'appui technique de l'IICA, d'un vaste programme fruitier national similaire à celui du Salvador.

Dans cette perspective, le Bureau a fait rentrer dans le pays en novembre 2008 pour une mission d'une semaine, l'expert qui coordonne présentement le projet du Salvador, M. Jorge Escobar. Outre des visites de plantations commerciales de manguiers et de pépinières, M Escobar a fait un exposé détaillé sur les fondements et les écueils à éviter par tout programme voulant favoriser le développement de la fruiticulture.

Par la suite, une tournée technique intégrant le Chef de Cabinet du Ministre de l'Agriculture, un membre de l'Association Nationale des Exportateurs de Mangues (ANEM) acteur privé opérant dans la filière de la mangue et un cadre du Bureau, a été organisée pour approfondir l'expérience du Salvador. Cette mission qui s'est déroulée en décembre 2008 a été rendue possible grâce au soutien logistique du Bureau de l'IICA au Salvador. Les parties prenantes (MARNDR, ANEM, IICA) se sont entendues pour mettre sur pied un comité devant procéder à l'élaboration d'un vaste programme de développement de la fruiticulture en Haïti. Ce



document de programme qui devra être prêt dans le premier trimestre de l'année 2009 devra être présenté à l'Union Européenne qui a déjà manifesté de bonnes dispositions par rapport à une telle initiative.

3.6.2.- Opérationnalisation du Centre de Documentation Agricole

Le Centre de Documentation Agricole (CDA) de l'IICA a ouvert ses portes en 2008. Le CDA se veut être à la pointe de la technologie en se dotant d'un système informatisé, le Web Agris, conçu par la FAO. Web Agris est un système multilingue et complet qui est utilisé pour la saisie des données, le catalogage et la publication de l'information agricole. L'installation peut se faire directement sur le net ou à partir d'un CD-Rom. Les deux avantages majeurs de Web Agris consistent en l'intégration dans son système d'un vocabulaire multilingue structuré, conçu pour couvrir la terminologie des domaines de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'alimentation et des domaines associés (par exemple, l'environnement) et en la facilitation de la mise en réseau des institutions ayant un CDA dans le secteur agricole. Un tel système permet la disponibilité des documents pour tous les membres du réseau.



La mise en place d'un réseau de CDA est lancée en Haïti entre les 6 facultés d'Agronomie, membres du réseau CACHE (Caribbean Council for a Higher Education in Agriculture) : la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV), l'Université Notre Dame d'Haïti (UNDH, Cayes), l'Université Quisqueya (UNIQ), l'Université American University of the Caribbean (AUC, Cayes), l'Université Episcopale d'Haïti (UNEPH)

et l'Université Caraïbe (UC). A noter que la FAO et le MARNDR ont été invités à être membres de ce réseau en Haïti et ont participé avec CACHE au séminaire organisé à l'IICA en 2007 sur «la gestion et la systématisation de base de données agricoles».

De plus, cette année un cadre de la bibliothèque du MARNDR et un cadre de CACHE ont pris part à un cours par Internet présenté dans le cadre du Programme financé par le CTA et IICA «Leadership dans la Gestion de l'Information» sur le thème : «Strategies, Digital Libraries and Services for Agriculture in the Caribbean». Ce même cadre du MARNDR a aussi

représenté Haïti à la réunion organisée à Trinidad & Tobago sur le thème : «Information Services for the Caribbean».

Les usagers du CDA à l'IICA ont à leur disposition deux postes d'Internet pour les recherches documentaires. Toutes les institutions intéressées à réorganiser leur CDA et être membres de ce réseau seront invitées en 2009.

IV.- RESULTATS DE LA COOPERATION INTER AGENCE

Pendant 2008 le Bureau de l'IICA en Haïti a effectué de considérables efforts pour consolider et étendre les relations avec les différentes agences qui travaillent en Haïti, dans la Région de la Caraïbe, la zone hémisphérique et aussi avec des agences européennes de coopération technique et de financement. Les résultats obtenus, dans l'ensemble très satisfaisants, sont explicités ci-après par catégorie d'agence:

4.1.- Résultats de la Coopération avec les Agences du Système Interaméricain

Comme résultat remarquable au niveau de l'OEA, il faut souligner l'invitation reçue de la Secrétairerie Générale de cette organisation pour assister, conjointement avec le Gouvernement haïtien, à une réunion au Bureau de l'OEA à Washington avec les différentes institutions des Pays Amis d'Haïti. Au cours de cette réunion, comme précisé antérieurement, le Directeur Général du Ministère de l'Agriculture a présenté la situation du secteur agricole en Haïti et en même temps le document « Investir dans le futur de la sécurité alimentaire en Haïti » qui contient 23 profils de projets prioritaires pour le secteur agricole. En outre, le Représentant de l'IICA en Haïti a présenté des cas de concrétisation de coopération horizontale dans le secteur agricole en Haïti, plus particulièrement la coopération triangulaire Argentine-Canada-Haïti dans le cas du projet d'Auto Production



d'Aliments Frais (ProHuerta), et la coopération horizontale entre le Brésil et Haïti dans plusieurs domaines du secteur agricole.

Au niveau de l'*OPS/OMS*, il convient de signaler le travail effectué en partenariat avec le Bureau pour venir en appui au MARNDR, particulièrement à la Direction de Protection Sanitaire Animale du MARNDR, en vue de la réalisation d'une campagne nationale de vaccination contre la Rage. Les vaccins utilisés résultent de dons du gouvernement Brésilien. Cette campagne a bénéficié de l'appui financier du MARNDR et de l'appui logistique de l'IICA conjointement avec la Direction de Protection Sanitaire Animale du MARNDR dans le cadre du projet de Contrôle de la Peste Porcine Classique qui est mis en œuvre à partir d'un fonds apporté par USDA-APHIS.

Avec la *BID*, il convient de mentionner notamment les négociations au niveau de l'instance compétente en vue d'une contribution à un projet d'établissement de vergers commerciaux présenté par un groupe du secteur privé qui bénéficie de l'assistance technique du Bureau.

En revanche, avec la *PADF* la Représentation de l'IICA en Haïti n'est pas encore parvenue à un accord de coopération effectif, bien que les deux institutions entretiennent des relations excellentes.

4.2.- Résultats de la Coopération avec les Agences du Système de Nations Unies

Tout comme avec les agences antérieurement mentionnées, le Bureau de l'IICA en Haïti maintient d'excellentes relations avec les agences du système des Nations Unies en Haïti. Avec la FAO, le FIDA et la Banque Mondiale, par exemple, il a existé de solides échanges de coopération technique comme le témoignent les résultats qui seront ci-après soulignés.

Pendant l'année 2008, la FAO et l'IICA ont maintenu des relations d'échanges intenses. Toutefois, le thème majeur qui les a le plus réunis s'avère le dossier relatif à la politique du secteur agricole au niveau duquel travaille le Groupe de Travail sur l'Agriculture (GTA). De même, il convient de citer également les rencontres de la Table sectorielle agricole coordonnées par le Ministère de l'Agriculture. La coopération entre les deux institutions repose également sur des rapports étroits de coopération sur plusieurs autres thématiques au niveau du secteur agricole.

Le travail de coordination entre FIDA et l'IICA a permis l'extension des activités du projet ProHuerta dans les zones d'intervention du FIDA (particulièrement dans le Plateau Central). Le projet ProHuerta/FIDA a été bénéfique à plus de 720 familles dans la partie du Bas Plateau Central. Cette coopération s'est déroulée dans le cadre du projet Projet d'Intensification des Cultures Vivrières (PICV) avec une bonne participation du MARNDR et du gouvernement

de l'Argentine, tout cela sous la coordination de Bureau de l'IICA en Haïti.

La consolidation des relations avec la Banque Mondiale a permis à l'IICA de gérer deux (2) contrats d'un montant total d'environ USD \$2.5 millions de dollars américains dans le cadre du projet de contrôle et de surveillance épidémiologique de l'Influenza Aviaire. Les accords relatifs à ces projets



sont déjà signés. Il convient de souligner que leur mise en œuvre, qui se fera conjointement avec la Direction de Santé Animale du MARNDR et le Ministère de la Santé Publique, devra débiter au cours des trois (3) premiers mois de l'année 2009.

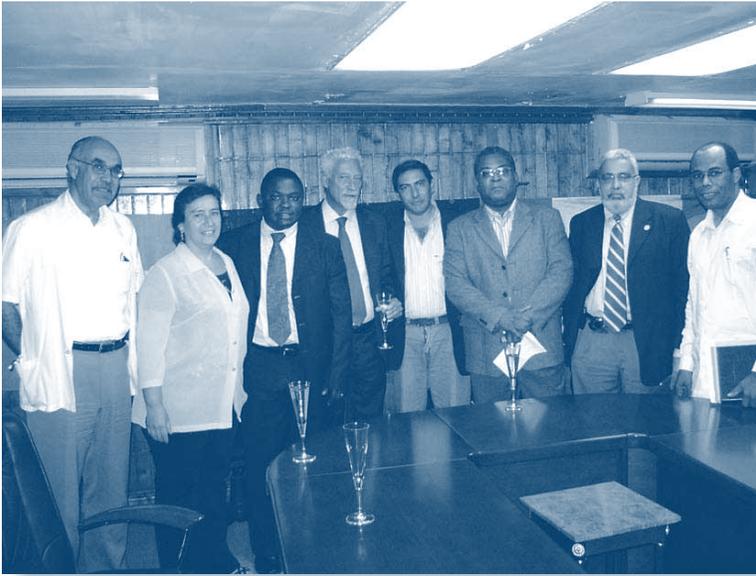
D'autres alternatives de financement sont envisagées avec la Banque mondiale pour d'autres projets dans le secteur agricole comme celui de la fruiticulture en coopération avec le secteur privé.

4.3.- Résultats de la Coopération avec les principales Agences de Financement en Haïti.

La signature de l'Accord triangulaire entre l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) -Argentine et l'IICA, au moyen duquel le projet ProHuerta a été mis en œuvre, rentre dans le cadre du renforcement de la sécurité alimentaire du pays. Ce projet de 4.8 Millions de dollars américains est géré administrativement par l'IICA. Le budget total de CAN\$7,894,295 est reparti de la manière suivante:

- Gouvernement de l'Argentine CAN \$ 1,865,135
- Gouvernement du Canada CAN \$ 4,847,444
- Gouvernement d'Haïti CAN \$ 825,073
- et la contribution de l'IICA CAN \$ 356,643

Ce projet bénéficiera de la participation et de l'assistance technique du gouvernement de l'Argentine, le Ministère de l'Agriculture d'Haïti par l'intermédiaire des Directions Départementales et du personnel technique et administratif de l'IICA. Les résultats escomptés



du projet vise jusqu'à 26.400 familles dans 5 Départements pendant une période de cinq (5) années consécutives.

Mis à part ProHuerta, deux autres projets ont été soumis à l'ACDI dont l'un sur l'Appui à l'Éducation Moyenne Agricole en Haïti et l'autre sur le Reboisement et la Conservation des Ressources Naturelles. ACDI-Canada manifeste un certain intérêt à financer ces propositions qui ont été préparés conjointement avec les autorités nationales.

Le Bureau de l'IICA en Haïti avec l'appui de la Direction Préparation et Négociation de Projets du Siège Central préparera les versions définitives de ces projets pendant le premier semestre de l'année 2009. Somme toute, les relations entre ACDI et le Bureau pendant 2008 se sont avérés excellentes et les possibilités d'étendre cette coopération en obtenant d'autres financements durant l'année 2009 sont envisageables.

En ce qui concerne l'Union Européenne, il convient de mentionner que la mise en œuvre pendant l'année 2008 du projet de Renforcement des Capacités des Petits producteurs a pris fin avec la préparation d'un total de 18 guides techniques produits en CD et en Cassettes qui serviront aux petits et moyens producteurs au niveau national. Le processus de négociation qui a été entamé avec l'Union Européenne tant en Haïti qu'au niveau du Bureau Central de l'UE en Europe, permettra que l'IICA soit un partenaire privilégié de l'UE non seulement en Haïti, mais aussi dans les pays de l'hémisphère. Dans le cas particulier d'Haïti, il y a un intérêt pour l'UE de travailler conjointement avec l'IICA dans les projets suivants : i) Appui au Conseil National de la Sécurité Alimentaire (CNSA), ii) Soutien au projet « Développement de la Fruiticulture au niveau National, iii) Possibilité d'une coopération triangulaire entre UE, le Brésil et Haïti où le Bureau de l'IICA serait l'institution devant servir de facilitateur.

Avec USDA-APHIS, comme résultat le plus important pendant 2008, il faut souligner comme cela a été relaté antérieurement la vaccination des porcs contre la PPC, et la formation de nouveaux vétérinaires qui ont été incorporés à la Direction de Santé Animale du MARNDR. Au moins cinq (5) réunions binationales entre des spécialistes en

Santé Animale et Végétale ont eu lieu entre la République Dominicaine et Haïti au cours desquelles des échanges d'informations sur le Contrôle de la Peste Porcine Classique et d'autres maladies sur les plantes et les animaux ont été systématisés.

En outre, au cours de cette année 2008, des négociations ont été engagées pour l'extension du projet de Peste Porcine Classique pour l'année 2009 avec un budget supérieur à US\$500,000.00 et un engagement de la part de USDA-APHIS de garantir le financement pour les années 2010 et 2011. Un accord macro entre USDA-APHIS et l'IICA et l'accord spécifique pour la mise en œuvre du Plan Opérationnel du projet de Peste Porcine Classique entre USDA-APHIS et le Bureau de l'IICA en Haïti sont à prévoir pour l'année 2009.

Concernant l'*USAID*, il faut souligner comme résultat probant ayant marqué les relations avec cette institution en 2008, la mise en œuvre du projet de Contrôle de la Mouche des Fruits, au moyen duquel le Bureau a pu faire une bonne contribution à la structuration de la filière de la mangue. Les activités de cette importante opération ont été rendues possible grâce à un don de l'*USAID*.

4.4.- Résultats de la Coopération avec des Institutions Régionales, ONGs et Fondations

Avec la *Banque Caribéenne de Développement (CDB)* il convient de mettre l'emphase sur deux importants résultats tels que: la participation des spécialistes haïtiens du secteur public et privé qui ont pris part à un cours à la Jamaïque et un autre à la Barbade sur des sujets d'intérêt. Il faut souligner également la nette velléité affichée par la CDB de financer des projets dans le secteur de la fruiticulture en Haïti suite à une réunion qui s'est tenue à la Barbade avec de hauts cadres de la CDB, le Représentant de l'IICA en Haïti, le Directeur d'Investissement externe de Préparation de Projets du Siège de l'IICA et le Spécialiste Régional, M. Vincent Little.

Avec *Oxfam Quebec*, les résultats obtenus de la coopération se présentent sous trois (3) aspects :

- a) Le travail conjoint avec cette institution pour la préparation du document de projet « Appui à la relance de l'Agriculture en Haïti, lequel a été présenté à ACIDI-Canada et approuvé pour la somme de 4.0 million de dollars de canadiens. Le Plan de mise en œuvre du projet est en cours et l'IICA espère la participation active d'Oxfam-Quebec dans la réalisation de ce projet.
- b) Le bureau de l'IICA a participé à la signature d'un accord cadre entre Oxfam - Québec et l'IICA, qui facilitera l'alliance entre les deux institutions dans la formulation de

projets pour la recherche de financement et dans la mise en œuvre de ces projets dans les pays membres de l'IICA, principalement au niveau de la Caraïbe et de l'Amérique Centrale.



c) Le Bureau de l'IICA a présenté au Club 2/3 d'Oxfam - Québec un petit projet pour la construction de l'école rurale de la Communauté d'Arreguy-Jacmel. Le projet a été approuvé, les activités de construction seront entamées sous peu et le matériel éducatif nécessaire, ainsi que les meubles seront mis à la disposition de l'école. Ce financement a été

complété par un apport substantiel du Club des Dames de l'IICA.

Au niveau de la *CARICOM*, il y a eu au cours de l'année 2008 deux réunions de travail avec le Représentant de ce Bureau en Haïti dans le but d'explorer des créneaux de collaboration étant donné que cette institution soutient financièrement Haïti dans différents secteurs. Cependant, il n'a pas été possible jusque là de concrétiser des options concrètes vu que tout l'appui financier octroyé par la *CARICOM* se fait directement avec le gouvernement d'Haïti par l'intermédiaire du Ministère des Finances. Toutefois, les opportunités sont très nombreuses pour 2009 et ce Bureau espère obtenir des possibilités de travailler avec le Bureau de la *CARICOM* en mettant en œuvre des projets dans le secteur agricole pour la promotion des échanges au niveau des entreprises agricoles entre Haïti et les pays membres de la *CARICOM*.

Avec le *CARDI*, le Bureau a entretenu des relations privilégiées dans le but de mettre en œuvre deux projets visant à appuyer le secteur agricole du pays.

a) Appui au développement des racines et tubercules en Haïti

b) Appui à la production de légumes en milieu contrôlé (serres)

Le bureau a fourni un soutien logistique considérable aux missions des consultants du *CARDI* en Haïti en décembre 2008 pour l'étude de faisabilité des dits projets dont la mise à exécution est envisagée pour le deuxième semestre de l'année 2009.

Comme activité concrète avec la *EARTH*, le Bureau de l'IICA, comme au cours des années précédentes, a coordonné et facilité le processus de postulation de 45 jeunes étudiants venus de différents collèges et lycées du pays pour des bourses d'études en agronomie octroyées par la prestigieuse Université *EARTH* du Costa Rica. Dans le cadre des examens d'admission aux bourses d'études, seulement un étudiant a été sélectionné et voyagera en août pour Costa Rica.



La *Fondation Kellogg* a soutenu traditionnellement des projets de génération de revenus dans le milieu rural en Haïti. Le bureau de Haïti durant les 10 dernières années a mis en œuvre trois (3) projets qui ont été financés par la Fondation. Pendant 2008, le Représentant s'est réuni avec le Directeur Exécutif pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la FK sans obtenir de financement puisque la Fondation a été pendant toute cette année en processus de révision du financement des projets pour l'Amérique Latine et la Caraïbe. Les possibilités de présenter quelques projets à la Fondation Kellogg sont encore ouvertes pour 2009.

En plus de toutes ces institutions, il convient d'ajouter la coopération avec le *TFO-Canada* qui a permis de conduire quelques entreprises haïtiennes impliquées dans l'agribusiness au SIAL, déroulé à Montréal, Canada en avril 2008.

4.5.- Résultats de la Coopération avec des Institutions Européennes

Avec l'*Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID)*, le Bureau a effectué des rencontres afin d'explorer des secteurs de coopération conjointe avec Haïti. De ces rencontres, aucun accord de coopération formel n'a encore été obtenu. Mais, l'AECID finance actuellement des activités du projet ProHuerta dans le Département du Sud du pays, où les interventions de ce projet bénéficient à plusieurs familles rurales. Cette extension du projet ProHuerta est réalisée dans le cadre d'un travail conjoint avec le gouvernement de l'Argentine.



Avec l'Agence Française de Développement (AFD), des contacts ont débuté pendant l'année 2008 tant en Haïti qu'en France. Et, ce Bureau espère que ces contacts permettront à partir du 2009 la réalisation de quelques alliances entre les deux institutions pour l'implémentation de projets de développement dans le secteur agricole en Haïti et d'autres pays de l'hémisphère.

Comme action concrète avec le CFC, il convient de signaler qu'un spécialiste du Bureau de l'IICA a pris part à la présentation du rapport final du "Projet d'évaluation et de diffusion de germoplasmes améliorées de Musa en Haïti" qui a eu lieu Amsterdam, en Hollande. Il y eut aussi une présentation au CFC d'un profil de projet sur la banane pour étendre dans d'autres



zones bananières du pays les résultats obtenus dans le cadre de cet important projet (introduction de variétés résistantes à la Sigatoka Noire, systématisation de la technique PIF pour la multiplication rapide de plantules saines de bananiers, exemptes de charançons et de nématodes). Il sera souhaitable de continuer le processus de négociation pendant les premiers mois de l'année 2009 aux fins d'obtenir le financement.

V.- RESULTATS DE LA COOPERATION TECHNIQUE HORIZONTALE

Le Bureau en Haïti pendant 2008 a donné priorité à la consolidation et l'extension de la Coopération Horizontale en coordination avec les Bureaux de l'IICA et des pays qui soutiennent Haïti dans des interventions au niveau du secteur agricole. Ce Bureau considère que la Coopération Horizontale est un moyen de contribuer efficacement au transfert d'expériences positives d'un pays à un autre. Ces échanges sont très bénéfiques

surtout au niveau du développement du secteur agricole dans des pays comme Haïti où les facteurs technologiques dans le secteur agricole sont très limités.

5.1.- Coopération Horizontale avec les pays de la Région des Caraïbes



Le résultat de plus grande importance obtenu avec la *République Dominicaine* de la coopération entre les deux pays a été la réalisation d'une rencontre entre les deux bureaux de l'IICA. Cette rencontre a permis de définir les points principaux d'un agenda de travail entre les deux bureaux en appui aux Gouvernements respectifs. Cet agenda produira des fruits à moyen et à long termes à mesure que des projets seront formulés entre les deux bureaux et la recherche de financement externe.

La consolidation de la coopération au niveau phytozoosanitaire a eu lieu grâce à des réunions et échanges d'équipements techniques en matière de santé agricole entre les deux pays. Ce Bureau au aussi coordonné deux missions d'Haïti en République Dominicaine dans le secteur de transfert de technologie auxquelles ont participé des techniciens du secteur privé haïtien, étudiants et professeurs de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV) d'Haïti. Il faut souligner aussi que le Bureau de l'IICA en Haïti a organisé cinq (5) réunions de haut niveau entre les Ministres d'Agriculture des deux pays pour traiter le sujet d'Influenza Aviaire suite à l'apparition du virus H5N2 en République dominicaine.

Ce Bureau a en outre organisé deux réunions entre OIRSA et les autorités sanitaires des deux pays. Le Bureau de l'IICA en République Dominicaine a sollicité une présentation du projet ProHuerta en raison du fait qu'il manifeste un vif intérêt de mettre en œuvre un projet similaire dans quelques zones spécifiques de la République Dominicaine où il existe un problème de sécurité alimentaire.

Concernant les *Bahamas*, pendant 2008, les deux Bureaux ont effectué des efforts



pour obtenir la signature d'un accord phytozoosanitaire entre les deux pays. Toutefois, ceci n'a pas été possible bien que le premier projet ait été envoyé depuis Haïti aux autorités du Ministère de l'Agriculture de Bahamas qui ont révisé le document, et qui n'ont pas encore pris la décision finale. Ce sera encore une priorité pour les deux bureaux de l'IICA en 2009 de soulever à nouveau ce dossier.

Suite à la manifestation d'intérêt que le Ministère de l'Agriculture de Bahamas a montré vis-à-vis de l'implémentation du Projet ProHuerta aux Bahamas, le Bureau de l'IICA en Haïti a donné toutes les orientations nécessaires au Représentant de l'IICA aux Bahamas pour solliciter l'appui du gouvernement de l'Argentine en désignant une mission technique aux Bahamas afin d'explorer la possibilité d'un projet pilote de ProHuerta dans des zones rurales, urbaines et périurbaine de Bahamas. Ce bureau espère la concrétisation de cette initiative en 2009.

Le Bureau de l'IICA en *Jamaïque* a reçu du Bureau d'Haïti des orientations concrètes lui permettant de solliciter officiellement l'assistance du gouvernement de l'Argentine pour la mise en œuvre du projet ProHuerta dans ce pays. Ce Bureau espère pour l'année 2009 que des résultats plus tangibles pourront finalement découler de cette consultation.

Le Bureau a coordonné la participation de deux techniciens du Ministère de l'Agriculture à un séminaire international sur la culture de la patate douce déroulé du 17 au 19 novembre 2008 à *Trinidad & Tobago*.

Pendant 2008, la spécialiste du Bureau en Développement Rural a pris part à un séminaire organisé à Sainte Lucie où a été présentée l'expérience du projet de Kredifanm que le Bureau de l'IICA a mis en place durant les dernières 15 années.

Avec l'appui du Représentant de la *Barbade*, ce Bureau a pu organiser la participation du Délégué Ministériel à la Semaine Caraïbienne de l'Agriculture qui s'est tenue à Saint Vincent.

Aussi, le travail conjoint entre les bureaux d'Haïti et de la Barbade a permis la participation de trois (3) spécialistes d'Haïti du secteur public et privé à un atelier de travail sur les applications informatisées de coûts et de prix. Cet important atelier déroulé à la Barbade a été financé par la Caribbean Development Bank (CDB).

5.2.- Coopération Horizontale avec la Région Sud

Le Bureau de l'IICA en *Argentine* a donné son appui en mettant à la disposition de ce Bureau des informations très utiles sur le contrôle de la Mouche des Fruits. Ces informations ont servi de référence au Bureau pour la préparation de messages de divulgation en français et en créole dans le cadre des activités du Projet de *Contrôle de la Mouche des Fruits* en



Haïti en collaboration avec le MARNDR, grâce à un financement de l'USAID.

Pendant 2008, l'accord du projet ProHuerta s'est étendu dans le cadre d'une coopération triangulaire entre le Canada, l'Argentine et Haïti pour le financement du Projet ProHuerta à travers les cinq (5) Départements géographiques du pays.

Le gouvernement de l'Argentine a en outre envoyé à Haïti une mission de haut niveau intégrée par des spécialistes de Santé Animale du SENASA, pour se familiariser avec les systèmes de Santé Agricole en Haïti. La mission a été coordonnée en Haïti par l'Ambassade de l'Argentine, la Direction de la Protection Sanitaire du MARNDR et le Bureau de l'IICA qui a offert tout l'appui logistique à la mission. Comme résultat spécifique de cette mission, il est espéré qu'en 2009 le gouvernement de l'Argentine accordera au gouvernement d'Haïti une assistance technique dans le secteur de santé animale et fasse don de vaccins contre l'Anthrax.

La signature de l'accord tripartite entre le *Brésil*, Haïti et l'IICA au cours de la visite en Haïti du Président du Brésil et la participation de ce Bureau dans toutes les missions techniques de l'Agence Brésilienne de Coopération (ABC) envoyées en Haïti constituent les activités les plus importantes qui ont marqué l'année dans le cadre de la coopération avec le Brésil. Ces activités ont eu lieu dans le but de préparer le plan stratégique sur le secteur agricole incluant un portefeuille de projets et la réhabilitation de la ferme expérimentale de Fond des Nègres dans le Département de Nippes, un projet que le Brésil financera pour un montant de d'US\$4.0 millions de dollars pour la période de 2009 à 2010. L'IICA est appelée à coordonner et à mettre en œuvre cette assistance du Brésil dans le secteur agricole en Haïti conjointement avec le Ministère de l'Agriculture. Pendant 2008, l'IICA a fortement consolidé la coopération horizontale avec le Brésil.



Dans le Bureau de l'IICA, il a été réalisé un cours de trois (3) jours sur la production de poissons intégrée à la production de riz sous inondation. Pour cela, le gouvernement du Brésil a envoyé en la matière un spécialiste et l'Ambassade du Brésil de concert avec l'IICA a coordonné avec le MARNDR la participation de 20 techniciens tant du secteur public que du secteur privé.

Avec le *Chili*, plusieurs réunions ont été réalisées avec l'Ambassadeur de ce pays en Haïti afin de voir la possibilité que l'IICA puisse servir d'institution coordonatrice de la Coopération Horizontale entre les deux pays. L'Ambassadeur en Haïti a toujours montré un grand intérêt face à l'engagement de l'IICA dans ce processus. Cependant, aucun accord n'a été encore possible jusque là. Des changements effectués au niveau de l'institution qui dirige la coopération internationale au Chili semble être la principale cause ayant quelque peu retardé ce processus. Le Bureau espère qu'en 2009 un accord de coopération entre les deux pays pourra finalement être rendu possible.

5.3.- Coopération Horizontale avec la Région Centrale

En coopération avec le Bureau de *Guatemala*, le Bureau d'Haïti a facilité concrètement l'acquisition pour le MARNDR de 13 TM de semences d'haricots de variété ICTA Ligiero, lesquelles ont été utilisées pendant la campagne de haricot d'hiver du mois de décembre 2008. Celui-ci est le début d'une coopération horizontale entre Haïti et le Guatemala qui pourra probablement s'amplifier en 2009.

Avec le Bureau de *Salvador*, le Bureau a pu obtenir l'assistance du spécialiste en fruiticulture, l'Ing. Jorge Escobar, pour la formulation d'un profil avancé de projet sur le développement de la fruiticulture en Haïti. De plus, une mission au Salvador avec des membres des secteurs public et privé et un cadre supérieur du Bureau pour visiter l'expérience réussie de ce pays dans ce domaine, a été rendue possible grâce à la coopération de ce Bureau.

Avec le *Nicaragua*, pendant l'année 2008, les deux Bureaux de l'IICA ont coordonné la participation d'Haïti dans deux réunions sur la sécurité alimentaire abritées par ce pays. A ces deux réunions ont pris part non seulement le Ministre de l'Agriculture, mais également le Président de la République d'Haïti.

5.4.- Coopération Horizontale avec la Région Nord

Pendant l'année 2008, la coopération horizontale avec le *Canada* s'est étendue entre les deux pays par l'entremise des deux bureaux. Les résultats les plus importants de cette coopération peuvent s'énoncer comme suit:

- Une mission de chefs d'entreprise haïtiens a été réalisée au Canada pour établir des contacts avec des chefs d'entreprise Canadiens.
- Deux spécialistes haïtiens ont voyagé au Canada avec l'appui financier du Bureau de l'IICA au Canada, l'un a pris part à la conférence sur la Sécurité Alimentaire, l'autre a pris part au forum des Jeunes Agriculteurs à Calgary organisée par le Bureau de l'IICA au Canada.
- Pendant toute l'année 2008, les Bureaux de l'IICA au Canada et en Haïti ont maintenu une étroite communication et des échanges d'informations en vue des négociations pour la signature de l'accord général signé entre Oxfam-Québec et l'IICA.
- Finalement, les deux bureaux ont travaillé conjointement pendant toute l'année 2008 en essayant de chercher des alliances, soutenir des missions conjointes dans le but d'obtenir de nouveaux financements pour les différents profils de projets à présenter à ACADI-CANADA.

En ce qui a trait aux *Etat Unis d'Amérique*, en coordination avec le Bureau de l'IICA à Washington durant cette année, il faut mentionner la présentation de la situation du secteur agricole national par devant les institutions des Pays Amis d'Haïti dans les locaux de l'OEA. De plus, une bonne coordination avec le Bureau de l'IICA à Miami a permis la participation d'un technicien haïtien à la réunion de l'OIMA au Panama.

En coordination avec le Bureau de l'IICA au *Mexique*, le Bureau a facilité la visite d'une délégation Officielle du Ministère de l'Agriculture, laquelle a été dirigée par le Ministre d'Agriculture en Haïti sur le thème de la sécurité alimentaire. Il convient de rappeler qu'à plusieurs occasions, des fonctionnaires de l'Ambassade du Mexique en Haïti ont envisagé la possibilité de travailler conjointement avec le Bureau de l'IICA en Haïti dans le domaine de l'octroi de bourses de maîtrise à de jeunes haïtiens.

Avec le Bureau de l'IICA en *Espagne*, il est exploré présentement des alliances stratégiques avec les bailleurs de fonds Européens. Ce travail est effectué conjointement avec le Bureau de l'IICA en Washington .D.C et avec la Direction de Préparation de Projets d'Investissement du Siège Central. Les différentes missions effectuées en Espagne se sont toujours focalisées sur la nécessité de rechercher des ressources externes pour soutenir des projets en Haïti.

5.5.- Coopération Horizontale avec la Région Andine

Avec l'*Equateur*, il faut souligner la participation du spécialiste en Développement Rural dans l'activité qu'a organisée la Direction de Développement Rural de l'IICA.

Concernant le *Pérou*, le Bureau de l'IICA dans ce pays a pendant l'année 2008 appuyé le Bureau de l'IICA en Haïti par l'envoi d'informations sur le contrôle de la Mouche des Fruits.

Ces informations reçues par le bureau de l'IICA en Haïti ont été d'une grande utilité pour la préparation de matériels de sensibilisation pour les techniciens et les producteurs dans le cadre du projet mis en œuvre par le Bureau en coordination avec le MARNDR à partir d'un financement de l'USAID.

VI.- NOUVELLES OPPORTUNITES POUR LA COOPERATION TECHNIQUE

L'année 2009 se profile comme une année de grandes opportunités pour consolider et élargir la Coopération Technique du Bureau de l'IICA en Haïti.

Les nouvelles occasions sont les suivantes:

- Coordination de la Coopération Horizontale entre le Brésil et Haïti à partir de la signature d'un accord étendu qui permettra l'implémentation de projets dans le secteur agricole que le gouvernement du Brésil voudra mettre en œuvre en Haïti en 2009.
- Une autre occasion de Coopération Technique se présente en 2009 pour pouvoir mettre en œuvre le projet national de fruits tropicaux en suivant le modèle du Salvador et en obtenant le financement de différentes sources comme l'UE, la BID, la Banque Mondiale et l'USAID.
- L'obtention de financements à partir de sources externes comme ACIDI-CANADA et d'autres sources se révélera déterminante pour la mise en œuvre de projets avec le gouvernement haïtien dans le secteur de l'Éducation, de l'Agriculture et du reboisement ainsi que d'autres secteurs prioritaires définis par ce Gouvernement.
- Le Bureau considère qu'il existe une grande opportunité de consolider les alliances entre les différentes agences de coopération en Haïti avec lesquelles le Bureau travaille actuellement. L'importance particulière qui sera donnée aux relations avec UE nous permettra d'obtenir l'accord pour la mise en œuvre de différents projets prioritaires pour le pays.
- De nouvelles possibilités relatives à la recherche de nouvelles alliances s'annoncent avec les ONG internationales, les agences localisées au niveau des nations européennes.

- L'obtention de la signature de l'accord entre la CARICOM et le CARDI qui permettra de mettre en œuvre des projets dans le secteur agricole en Haïti pouvant générer des revenus au bénéfice de la population et produire des aliments tant pour la consommation locale que pour l'exportation.
- Finalement au niveau national, le Bureau considère comme une priorité l'occasion de consolider et étendre les relations avec les principaux Ministères en Haïti directement et indirectement liés au développement de l'agriculture comme par exemple les Ministères des Finances, de la Planification, de la Santé Publique, de l'Environnement, du Tourisme, de la Condition Féminine et du Commerce.

VII.- PRINCIPALES ACTIVITES ORGANISEES PAR L'IICA

Les principaux évènements organisés par le Bureau au cours de l'année 2008 sont les suivants:

Nom officiel de l'événement	Date de réalisation	Lieu	Nombre de participants
Importance et Etablissement de jardins potagers	14 et 15 janvier	Terre Neuve (Artibonite)	24 (de 8 écoles)
Production d'aliments frais selon l'approche écologique	22-25 janvier	Mirebalais	22 (du PICV)
Séminaire sur l'exportation, Module 2 : Le Commerce International	21 et 22 février	Hôtel Visa Lodge	36 entreprises
Séminaire sur les Pratiques vétérinaires	25-29 février	MARNDR	71
Présentation du Projet de renforcement des capacités des petits producteurs	25 Février	MARNDR	45

Nom officiel de l'événement	Date de réalisation	Lieu	Nombre de participants
L'agriculture organique dans l'établissement des jardins potagers	18, 19 et 20 mars	Gonaïves	30 (étudiants de l'ITAG)
Séminaire sur l'exportation, Module 3 : Comment exporter vers le Canada	27 et 28 mars	Hôtel Visa Lodge	20 entreprises
Journée de visibilité du projet de renforcement des capacités des petits producteurs au Ministère de l'Agriculture	28 Avril	MARNDR	43
Présentation sur le Leadership	9 Mai et 16 Mai	IICA	32 et 40
Conférence : La recherche Variétale et la production de semences de pomme de terre	16 Mai	IICA	40
Atelier de lancement du Projet de renforcement des capacités des petits producteurs	1 ^{er} Août	IICA	48
Séminaire sur les Pratiques Vétérinaires	4-6 Août	Hinche (Plateau Central)	10
Séminaire sur les Techniques d'exploitation du <Distance Diagnostic and Identification System (DDIS)>	5-8 Août	MARNDR	30
Séminaire sur les Pratiques Vétérinaires	7-9 Août	Cap-Haïtien	14
Séminaire sur les Pratiques Vétérinaires	29 Septembre-2 Octobre	Titanyen (Port-au-Prince)	32
Session de travail sur une vision commune de SPS-PVS	15 Octobre	IICA	21

Nom officiel de l'événement	Date de réalisation	Lieu	Nombre de participants
Séminaire sur les Pratiques Vétérinaires	17-20 Novembre	Jacmel	19
Prohuerta: Mise en œuvre et Fonctionnement	26, 27 et 28 Novembre	IICA	18 (techniciens de Prohuerta Haïti-Canada-Argentine)
Atelier de clôture du Projet Mouche des fruits	11 décembre	Hôtel Visa Lodge	70
Conférence : Les plantations Energétiques, une option négligée	12 décembre	IICA	23

VIII.- LISTE DES PUBLICATIONS

Au cours de l'année 2008, le Bureau de l'IICA en Haïti a publié plusieurs documents et documentaires:

D'un côté, il convient de mentionner les trois (3) documents suivants:

- Un document intitulé "Investir dans le futur de la sécurité alimentaire en Haïti." Ce document a été présenté au Bureau de l'OEA dans une réunion du Groupe des Amis d'Haïti.
- Un vidéo documentaire présentant l'importance stratégique de la filière de la mangue pour l'économie ainsi que les mesures à adopter pour un contrôle adéquat des Mouches des Fruits
- Un dépliant présentant les habitudes et la biologie des mouches des fruits rencontrées en Haïti ainsi que les mesures de contrôle dont le Ministère de l'Agriculture fait la promotion.

Les deux dernières publications (le vidéo documentaire et le dépliant) ont été réalisées conjointement avec la Direction de Protection des Végétaux (DPV) du Ministère de l'Agriculture dans le cadre du projet d'Appui à la Détection et au contrôle des Mouches des Fruits dans les Grandes Zones de Production de Mangues en Haïti financé par l'USAID.

A ces trois documents, il convient d'ajouter un ensemble de 18 cassettes audio produites à partir d'un financement de l'Union Européenne dans la finalité de faciliter l'auto formation de groupes de producteurs dans le milieu rural. Ces cassettes audio enregistrées prioritairement en langue vernaculaire portent sur les principaux problèmes et maladies rencontrées au niveau des cultures les plus pratiquées par les agriculteurs en Haïti.

Elles se résument comme suit:

- Publications sur 7 CD et 7 cassettes master:
 1. Elvaj Myèl/ Elvaj kabrit/ Elvaj Kochon
 2. Elvaj poul nan poulaye/ Wòl manje nan elvaj poul/ Maladi poul
 3. Elvaj Bèf
 4. Patiraj pou bèt yo/ Tout bèt bezwen dlo
 5. Maladi sou bannann/ Maladi sou mayi/ Maladi sou sitrus yo
 6. Maladi sou pwa/ Maladi sou zaboka/ Maladi sou mango
 7. Maketin/ Economie de marché/ Transfòmasyon fwi

- Et, 18 petites cassettes à raison d'une (1) cassette par titre:

1.- Elvaj poul nan poulaye	10.- Maketin
2.- Wòl manje nan elvaj poul	11.- Economie de marché
3.- Maladi poul	12.- Maladi sou pwa
4.- Tout bèt bezwen dlo	13.- Maladi sou bannann
5.- Elvaj Abèy (Apikilti)	14.- Maladi sou Mayi
6.- Elvaj kabrit	15.- Maladi sou zaboka
7.- Elvaj bèf	16.- Maladi sou Sitrus yo
8.- Elvaj kochon	17.- Maladi sou mango
9.- Patiraj pou bèt yo	18.- Transfòmasyon fwi

*Imprimé à l'Imprimerie de l'ICA
Siège social, San José, Costa Rica
Tirage: 250 exemplaires*